

2013

Distr.
LIMITEE

ECA/SD/HSID/IVY/93/WD.1
Juin 1983

Original: ANGLAIS
FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion régionale sur l'année internationale
de la jeunesse
Participation Développement Paix

Addis-Abebba, 20-24 juin 1983

LA SITUATION DE LA JEUNESSE AFRICAINE DANS
LES ANNEES 1980

LA SITUATION DE LA JEUNESSE AFRICAINE DANS LES ANNEES 80

Table des Matières

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
I. Introduction:		
Les conditions sociales et les tendances	1 - 15	1 - 7
II. Définition de la jeunesse	16 - 21	7 - 8
III. La situation des jeunes selon leur catégorie sociale	22 - 54	9 - 17
La jeunesse rurale	22 - 25	9
La jeunesse urbaine	26 - 30	10
Jeunes femmes	31 - 43	10 - 13
Jeunes travailleurs	44	14
Jeunes handicapés	45 - 49	14
Jeunes réfugiés	50 - 53	15 - 16
Etudiants	54	16
IV. Questions et problèmes relatifs à la jeunesse	55 -124	17 - 32
Le rôle de la famille	59 - 62	17 - 18
Education et formation	63 - 71	18 - 21
Enseignement extra-scolaire	72 - 74	21 - 22
Emploi activités économiques	75 - 84	22 - 24
Santé	85 - 93	25 - 27
Environnement et habitat	94 -103	27 - 28
Sports, loisirs et activités culturelles	104 -115	28 - 30
Tendances à la délinquance et prévention	116 - 124	30 - 32
V. Politiques nationales et programmes nationaux en faveur de la jeunesse: Situation actuelle	125 -143	32 - 37
VI. Principes directeurs pour l'élaboration de politiques et de programmes en faveur de la jeunesse	144 -163	37 - 42
Nature d'une politique nationale en faveur de la jeunesse .	145 -149	37 - 38
Processus d'élaboration d'une politique nationale en faveur de la jeunesse	150 -151	39 - 40
Strucuture de coordination pour l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique nationale en faveur de la jeunesse	152 -157	40 - 41
Nécessité d'une structure administrative pour la jeunesse et rôle d'un ministère ou d'un département ministériel responsable de la jeunesse	158 -163	41 - 42
VII. Appendices		

I. Introduction: les conditions sociales et les tendances

1. Au milieu des années 80, la population de l'Afrique 1/ (variable moyenne) a été estimée à 439 millions contre 257 millions au milieu des années 60, avec le taux annuel d'accroissement démographique le plus élevé du monde, 2,9 p.100 contre 2,3 p.100 pour l'ensemble des pays en développement, 2,6 p.100 pour l'Amérique latine et 2,1 p.100 pour l'Asie au cours de la même période. 2/

2. Les effets conjugués du taux de fécondité élevé et relativement constant et de la baisse du taux de la mortalité infantile ont eu pour résultat la jeunesse de la population et le faible taux d'activité dans la région. Vers 1980, 44 p.100 de la population totale se composaient d'enfants de moins de 15 ans. Pour 100 personnes actives, on comptait 92 personnes à charge. En 1980, l'espérance de vie à la naissance, dans l'ensemble de l'Afrique, était de 47 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes, et la dimension moyenne des familles était de l'ordre de 6 ou 7 enfants. 3/

3. Vers 1980, environ 72 p.100 de la population totale estimée de la région vivaient dans les zones rurales. Cela étant, l'Afrique a enregistré, au cours de la période de 1960-1980, le taux d'exode rural le plus élevé du monde. La population urbaine, qui représentait moins de 20 p.100 en 1960, est passée à environ 30 p.100 en 1980, soit un taux annuel d'accroissement d'environ 5 p.100, représentant près du double du taux d'accroissement démographique. 4/

4. Les efforts déployés au cours des vingt dernières années en vue d'atteindre un développement socio-économique rapide dans la région ont été sérieusement ralentis par le taux élevé de croissance démographique associé au fort taux d'urbanisation ainsi qu'à la jeunesse et au faible taux d'activité de la population de la région. Les taux de croissance très modestes enregistrés ces vingt dernières années dans les principaux secteurs de production ont abouti, du fait d'un accroissement rapide de la population, à une augmentation généralement lente et inégale des installations et des avantages de la croissance, notamment pour ce qui est des possibilités d'obtenir un emploi rémunérateur, une éducation, des soins médicaux et des conditions de vie toujours meilleures.

1/ La référence à l'Afrique vise les 50 Etats membres de la CEA.

2/ La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008: étude prospective préliminaire, Addis Abéba, UNECA, Avril 1983, p.9

3/ Ibid. p.9

4/ Ibid. p.9

5. Les données disponibles montrent que le chômage, le sous-emploi et la misère généralisée sévissent encore largement en Afrique. En 1975, sur une population active estimée à 140 millions dans la région, le chômage et lessous emploi frappaient 45 p.100 de cette population. Les projections pour 1980 indiquent une augmentation de cette population active à environ 165,4 millions. Sur les 33 millions de personnes arrivées sur le marché du travail au cours des années 70, 18 millions seulement auraient eu la possibilité de trouver un emploi rémunéré. 5/ Le niveau élevé de chômage est aggravé par la répartition inégale de revenus au demeurant faibles. Les données disponibles sur la répartition des revenus indiquent qu'environ 70 p.100 de la population totale estimée de l'Afrique sont actuellement indigents (c'est-à-dire qu'ils vivent bien en-deçà du seuil de pauvreté) ou sont en marge de le devenir. 6/

6. Les progrès accomplis au cours de ces vingt dernières années dans le domaine de l'éducation sont assez impressionnants. En effet, alors qu'en 1961, le taux de scolarisation en Afrique n'était, dans les groupes d'âge correspondants, que de deux cinquièmes dans l'enseignement primaire, de 3 p.100 dans l'enseignement secondaire et d'un cinquième de 1 p.100 seulement dans l'enseignement supérieur, en 1977, il était de 70 p.100, 14 p.100 et 1,8 p.100 respectivement. Malgré ces gains quantitatifs, l'enseignement continue de poser de sérieuses difficultés aux gouvernements de la région et, en raison des effets conjugués de l'orientation de l'enseignement et du personnel qualifié dont dispose la région, les besoins et aspirations des pays africains n'ont pu être satisfaits. La situation peut être résumée de la façon suivante: "la répartition des possibilités d'éducation par région, par sexe et par tranche de revenu demeure très inégale. Les efforts faits pour élargir l'éventail de ces possibilités se heurtent à des ressources limitées. De surcroît, la qualité de l'enseignement offert est en général tel qu'au lieu de stimuler les possibilités d'emploi, elle a peut-être aggravé le chômage à tel point qu'en raison du déséquilibre entre le produit de l'enseignement et les possibilités d'emploi, les rangs des chômeurs se sont grossis". 7/

7. Les conditions sanitaires se sont également améliorées de façon notable, particulièrement dans les domaines de la protection maternelle et infantile, de la lutte contre les maladies contagieuses et de l'éducation sanitaire. Le nombre de médecins par habitant est passé de 1 pour 10.000 en 1970 à 1 pour moins de 6.500 en 1980. Cependant, les services de santé sont largement insuffisants, et inégalement répartis au profit des zones urbaines. La plus grande partie de la population rurale n'a guère accès aux soins de santé. En outre, étant donné que les politiques en matière de santé mettent l'accent sur les mesures curatives plutôt que sur les mesures préventives, les maladies telles que le paludisme, la trypanosomiase, la bilharziose, etc. continuent

5/ BIT: L'emploi, la croissance et les besoins essentiels: problème mondial, Genève, 1976.

6/ Vingt-cinq ans au service du développement et de l'intégration de l'Afrique, Addis Abéba, UNECA, 1983, p.54.

Le seuil de pauvreté en Afrique équivalait à un revenu par habitant de 115 dollars aux prix de 1972. Sont considérées indigentes les personnes disposant d'un revenu inférieur à 59 dollars.

7/ Ibid. p. 54.

de sévir dans une grande partie de l'Afrique. Le problème de l'approvisionnement en eau demeure également très sérieux; dans l'ensemble de l'Afrique, seule une personne sur quatre a accès à une eau salubre 8/.

8. Une des conséquences les plus graves du rythme rapide d'urbanisation est la pénurie de logements adéquats. On estime que pour la région dans son ensemble, le taux d'accroissement des logements est d'environ trois unités par an pour 1.000 habitants alors qu'il devrait être, selon les estimations, de 10 à 13. Compte tenu du taux d'expansion des villes et localités africaines, qui est estimé à 5 p.100 en moyenne par an, la population urbaine qui vit dans des taudis et des habitations précaires est évaluée à une fourchette de 50 à 60 p.100 9/.

9. Aussi mauvaises que soient les conditions sociales aujourd'hui, une étude prospective préliminaire sur le développement de l'Afrique entre 1983 et 2008, réalisée par la CEA, montre que, si les tendances actuelles devraient se perpétuer à l'avenir, les problèmes deviendraient d'une ampleur catastrophique d'ici l'an 2008. Selon un scénario basé sur les tendances antérieures, la population totale de l'Afrique aura atteint 1,1 milliard en l'an 2008, ce qui suppose un taux de croissance de 3,2 p.100 par an pendant les vingt-cinq années à venir 10/. Si le taux actuel de l'exode rural se poursuit, 44 p.100 de la population africaine sera urbanisée d'ici l'an 2008. A moins que ce taux d'urbanisation ne s'accompagne d'un développement très rapide des services publics (eau, égouts, transports, santé, logements, etc.) la majeure partie de la population urbaine projetée, soit 472 millions de personnes, vivra dans des conditions de profonde misère. Les besoins de logements dépasseront le niveau sans précédent de plus de 220 millions d'unités en l'an 2008, dont 115 millions seront nécessaires pour loger la population urbaine 11/. Le nombre d'enfants de 0 à 14 ans atteindra 479 millions en l'an 2008 contre 199 millions en 1980; la population active (15 à 64 ans) comptera 564 millions de personnes contre 228 millions; les personnes âgées (65 ans et plus) seront au nombre de 34 millions contre 13 millions; et la population d'âge scolaire comptera 178 millions d'enfants dans l'enseignement primaire, 152 millions dans l'enseignement secondaire et 124 millions dans l'enseignement supérieur contre 80 millions, 65 millions et 58 millions respectivement en 1980 12/. Les conséquences de ces augmentations projetées des différentes catégories de population sur les services d'enseignement et l'ampleur du problème de l'emploi sont alors évidents. D'ici l'an 2008, la main-d'oeuvre s'élèvera, selon les estimations, à 510 millions de personnes. Le chômage recensé et le sous-emploi frapperont 283,5 millions d'individus, le sous-emploi à lui seul touchant 70,8 p.100 de la main-d'oeuvre rurale, soit 203 millions de travailleurs 13/.

8/ La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008, op.cit. p.10

9/ 25 ans au service du développement, op. cit. p.55

10/ La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008, op. cit. p. 25

11/ Ibid. p. 30

12/ Ibid. p. 26 (Tableau 2)

13/ Ibid. p. 28

Les difficultés évoquées ci-dessus seront encore aggravées par le niveau de revenu peu élevé de la population en l'an 2008 et par l'inégalité encore plus marquée de sa répartition. En supposant que la tendance actuelle à l'aggravation des disparités de revenus ne s'accroisse pas au cours des 25 prochaines années, les 40 p.100 les plus pauvres de la population disposeront en l'an 2008 d'un produit intérieur brut total d'environ 205,2 milliards de dollars en prix constants de 1980, soit près de 63 p.100 du PIB enregistré en 1980, c'est-à-dire 25 ans auparavant. Le PIB des 5 p.100 les plus riches de la population sera d'environ 332,7 milliards de dollars en prix constants de 1980, c'est-à-dire plus que le PIB de l'Afrique tout entière en 1980 14/. On estime en outre que la structure socio-économique de l'Afrique ira en se dégradant du point de vue des disparités entre les revenus agricoles et les revenus urbains, si les activités de développement qui sont à l'origine de la richesse des pays continuent à se concentrer dans les zones urbaines au détriment des zones rurales. Ainsi, l'écart rural-urbain par habitant sera selon les estimations, environ le double de ce qu'il est actuellement 15/.

10. De toute évidence, la jeunesse africaine est et sera largement affectée par la situation et les problèmes socio-économiques très graves que connaît aujourd'hui et que connaîtra à l'avenir le continent africain, et qui ont été exposés ci-dessus. Dans bien des cas, les jeunes seront plus directement touchés par ces problèmes que d'autres groupes de la population. Compte tenu du fait que le nombre de jeunes en Afrique augmentera à un rythme très rapide, et compte tenu des incidences sérieuses qu'aura cette augmentation sur la croissance économique et le progrès social, compte tenu en outre du nombre de jeunes qui seront touchés par les problèmes socio-économiques de la pauvreté, du chômage et du sous-emploi, de l'exode rural, de l'insuffisance des services sociaux (enseignement, santé, logement, etc.), ainsi que des contraintes qui pèseront sur ces services, de la malnutrition, de l'augmentation du taux de criminalité, du malaise social, etc., il est indispensable d'évaluer avec soin la situation de la jeunesse ainsi que le rôle qu'elle est appelée à jouer et la contribution qu'elle doit apporter au développement national en général. Pour donner une idée de l'importance de la jeunesse en Afrique, il suffit de souligner ici que le groupe d'âge entre 15 et 24 ans représentait, en 1980, 19 p.100 de la population totale en Afrique. En l'an 2000, ce pourcentage sera de 20 p.100 de la population totale 16/. Selon les estimations, le nombre de jeunes dans la région africaine passera de 39 millions en 1950 à 292 millions en l'an 2025, soit une augmentation de près de 625 p.100. Pendant la période comprise entre 1975 et 1980, le nombre de jeunes est passé de 71 millions à environ 84 millions, soit une augmentation d'environ 17 p.100. D'ici l'an 2000, le nombre de jeunes passera, selon les estimations à environ 158 millions, soit une augmentation d'environ 123 p.100 par rapport au chiffre de 1975 17/. En comparaison, le nombre de jeunes, dans les régions les plus développées, augmentera seulement de 5 p.100, et dans les autres régions en développement, de 80 p.100 au cours de cette même période 1975-2000. Le nombre de jeunes dans le monde augmentera, selon les prévisions, de 60 p.100 au cours de cette même période 18/. Pour donner

14/ La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008, op. cit. p. 30-31

15/ Ibid. p. 31

16/ Demographic Indicators of Countries: Estimates and Projections as assessed in 1980, New York, Nations Unies, 1982, p. 65

17/ Ibid., p. 65

18/ Année internationale de la jeunesse: participation, développement et paix: Rapport au Secrétaire général, New York, Nations Unies, 1981 (A/36/215), p. 15

quelques exemples des difficultés qui résulteront de la croissance extrêmement rapide de la jeunesse dans la région africaine, on peut noter ici que les jeunes ayant cessé leur études, dans la tranche d'âge 15 - 24 ans, qui viennent principalement de l'enseignement primaire et ne possèdent que très peu ou pas de qualifications utilisables dans les activités économiques, représentent actuellement 22 p.100 de la totalité des nouveaux venus sur le marché du travail. On estime que d'ici l'an 2008, ce pourcentage devrait pratiquement doubler et atteindre 41 p.100 19/. De même, l'augmentation rapide de la population d'âge scolaire signifie que le système éducatif sera soumis à une pression accrue et que la charge sera presque impossible à supporter. On estime qu'en l'an 2008, le nombre brut d'élèves inscrits dans les écoles primaires atteindra près de 176 millions et celui des élèves inscrits dans l'enseignement secondaire 70 millions. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, le nombre brut d'inscriptions sera proche de 9 millions 20/.

11. Les conséquences des conditions et tendances socio-économiques exposées brièvement ci-dessus doivent être prises très au sérieux. Il est urgent d'effectuer des changements radicaux dans l'environnement socio-économique de l'Afrique, de se départir des concepts, approches et attitudes passées inacceptables relatives au développement, et de réaliser les principales transformations socio-économiques recommandées dans la Stratégie de Monrovia et le Plan d'action de Lagos, afin de débarrasser le continent de la menace que constituent la pauvreté généralisée, le chômage ainsi que l'injustice et l'instabilité socio-économique, et afin d'améliorer sensiblement les conditions de vie des africains, grâce à l'autosuffisance collective et individuelle et à un développement auto-entretenu 21/. La jeunesse a un rôle essentiel à jouer dans ce processus, comme l'a souligné le Plan d'action de Lagos et la Résolution 423(XVI) sur les incidences sociales du Plan d'action de Lagos adoptée par la Conférence des ministres de la CEA à sa septième réunion 22/. En raison de l'importance du rôle des jeunes dans le développement socio-économique, les problèmes rencontrés pour intégrer les jeunes à la vie sociale dans son ensemble et pour améliorer la qualité et le nombre des possibilités offertes aux jeunes en vue d'assurer leur participation pleine et entière et active au développement général de la société, continueront d'être placés au centre des préoccupations concernant cette catégorie de la population.

12. En raison de telles considérations sur la situation de la jeunesse qui prévaut en Afrique et dans le reste du monde en développement, et en raison de la préoccupation internationale croissante quant à la situation des jeunes, l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 34/151 du 17 décembre 1979, a proclamé l'année 1985 Année internationale de la jeunesse: participation, développement et paix. L'action de l'Assemblée générale, en proclamant l'Année internationale de la jeunesse, est significative des intentions sérieuses du système des Nations Unies d'accorder une

19/ La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008, Op. cit., p.28

20/ Ibid. p. 29

21/ Voir: La Stratégie de Monrovia et le Plan d'action de Lagos, La CEA et le développement économique de l'Afrique: 1983-2008, op. cit. et la Déclaration d'Addis Abéba à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Avril 1983

22/ Voir le paragraphe 19 du Plan d'action de Lagos et le Rapport annuel sur les conditions économiques de l'Afrique, 1980-1981, New York, Nations Unies, 1981 (E/CN.14/814), p. 108 à 122.

grande attention au rôle des jeunes dans le monde contemporain. Le projet de programme de mesures et d'activités préparé par le Secrétaire général doit être examiné dans ce contexte.

13. Lors de la préparation du projet de programme, la nécessité de considérer les politiques et programmes relatifs à la jeunesse comme faisant partie intégrante des plans de développement a été reconnue, en vue de réaliser, à court et à long terme, des activités suivies au profit des jeunes, aux niveaux national, régional et international. En outre, le projet de programme met l'accent sur la nécessité d'encourager l'action principalement au niveau national, et, dans une certaine mesure, aux niveaux régional et international. A cet égard, les gouvernements sont invités à étudier la situation des jeunes, à évaluer les services et programmes en cours, à entreprendre les études nécessaires afin de préparer les plans et programmes pour les prochaines années, à éduquer le public et à diffuser largement les données mentionnées ci-dessus, ainsi qu'à prendre des engagements fermes en ce qui concerne les ressources humaines et financières nécessaires.

14. Le projet de Programme de mesures et d'activités a pour objectif de fournir des principes directeurs aux actions nationales, régionales et internationales dans le cadre d'un effort soutenu à long-terme en vue de:

(a) Favoriser la prise de conscience de la situation des jeunes et la reconnaissance de leurs droits et aspirations, à la fois par les décideurs et par le public;

(b) Promouvoir les politiques et programmes relatifs à la jeunesse en tant que partie intégrante du développement économique et social;

(c) Renforcer la participation active des jeunes et des organisations de jeunes dans la société, et en particulier la promotion et la réalisation du développement et de la paix;

(d) Encourager parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples.

15. Dans le cadre de ces objectifs généraux, le programme de mesures et d'activités a pour objectif de promouvoir et de renforcer l'action et la coopération régionale et internationale en vue de:

(a) Etudier et évaluer la situation des jeunes, compte tenu de leurs ressemblances et de leurs différences;

(b) Evaluer et améliorer les politiques et programmes actuels concernant la jeunesse;

(c) Concevoir et exécuter des politiques et programmes nouveaux et originaux en faveur des jeunes, en particulier dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et d'autres conditions de vie telles que le logement, la santé et les services d'aide et de promotion sociale, en tenant compte de l'expérience, des conditions et des priorités de chaque pays;

(d) Mobiliser des ressources humaines et financières suffisantes pour réaliser ces politiques et programmes, notamment par l'instauration d'une coopération technique entre pays en développement;

(e) Favoriser l'engagement des jeunes et les échanges d'information sur les problèmes des jeunes, en particulier par l'amélioration et le développement des réseaux de communication entre le système des Nations Unies, les jeunes et les organisations de jeunes, aux niveaux national, régional et international.

II. Définition de la jeunesse

16. La jeunesse, en tant que large catégorie sociale, ne constitue pas un groupe homogène. A des fins pratiques, l'organisation des Nations Unies a défini la jeunesse comme étant le groupe d'âge compris entre 15 et 24 ans. Une définition générale était nécessaire pour permettre des analyses et comparaisons statistiques uniformes. Cependant, il est évident que le concept de jeunesse est très variable et dépend de caractéristiques physiques, sociales et culturelles de chaque société. Pour cette raison, chaque société doit définir la jeunesse selon des normes qui soient acceptables sur le plan culturel, et revoir cette définition en fonction des changements.

17. Toute analyse de la situation des jeunes doit commencer par une identification des différents sous-groupes, avec leurs caractéristiques et besoins particuliers. Dans une certaine mesure, ceci influera sur la définition générale. Dans la plupart des pays, par exemple, le groupe d'âge qui préoccupe le plus est celui des élèves sortant de l'école primaire. Selon le système d'enseignement et son évolution, cela peut signifier que dans certains pays, la jeunesse commence à 12 ou 13 ans, alors que dans d'autres pays, elle commence à 14 ou 15 ans. Par ailleurs, un jeune rural d'une vingtaine d'années, marié et chargé de famille, peut être considéré comme un adulte, alors qu'un étudiant célibataire poursuivant ses études jusqu'à la trentaine peut encore être considéré comme un jeune.

18. Le terme jeunesse est difficile à définir avec précision. Cependant, lorsque l'on définit la jeunesse, on doit tenir compte de deux facteurs essentiels:

(a) le facteur biologique: la jeunesse est la période de la vie au cours de laquelle se produisent des changements physiologiques importants qui influent sur la conduite psychologique de l'individu;

(b) le facteur socio-culturel qui met en jeu le processus de socialisation à la fois dans la mesure où il agit sur les jeunes et où il détermine l'attitude de la société à l'égard des jeunes. Ce facteur est le plus complexe. D'une part, le processus de socialisation est largement influencé par les changements qui interviennent dans la société, et d'autre part, alors même que les modèles traditionnels ne sont peut-être plus utilisés, les types de conduite qu'ils étaient supposés communiquer aux jeunes peuvent encore servir de référence pour juger les jeunes.

19. En ce qui concerne la définition des sous-groupes au sein de la jeunesse, les conditions existant dans chaque pays devront ici encore, être analysés afin d'identifier les sous-groupes qui ont une réalité dans le cadre de la planification et des programmes. Les grands sous-groupes qui ont pu être identifiés sont les suivants: les jeunes ruraux; les jeunes urbains; les jeunes scolarisés; les jeunes déscolarisés ou non-scolarisés; les jeunes qui travaillent; les jeunes chômeurs; les jeunes ayant reçu une instruction; les jeunes n'ayant pas reçu d'instruction; les délinquants et des groupes particuliers tels que les jeunes femmes; les jeunes travailleurs; les jeunes handicapés; les jeunes réfugiés; les étudiants.

20. Cependant, ces catégories étant définies en fonction de variables générales (situation géographique, enseignement, emploi, sexe, etc.) ont une valeur pratique limitée si elles ne sont pas affinées par la combinaison des variables entre elles et si les variables elles-mêmes ne sont pas affinées: par exemple, le niveau et la nature de l'enseignement, le degré d'urbanisation ou d'isolement rural, le niveau de l'emploi, le degré d'incapacité, etc. Ces variables dépendent du contexte social, économique et institutionnel du pays considéré. On doit tenir compte de ces variables lors de l'identification des secteurs prioritaires d'action et elles détermineront les types de politiques et de programmes qui s'appliqueront aux jeunes.

21. Comme il a été mentionné dans l'introduction le nombre de jeunes en Afrique, définis comme la tranche d'âge comprise entre 15 et 24 ans, représente actuellement environ 19 p.100 de la population totale de l'Afrique. Ce chiffre devrait passer, selon les estimations, à 20 p.100 d'ici la fin du siècle 23/. Le nombre de jeunes en Afrique a augmenté plus rapidement que dans les autres régions du monde et continuera d'augmenter à un rythme rapide, de telle sorte qu'en l'an 2025, on estime que le nombre de jeunes atteindra 292 millions dans la région africaine, contre 39 millions en 1950 et 84 millions en 1980 24/ (Voir annexe pour les statistiques concernant le nombre de jeunes dans chaque Etat Membre).

23/ Le pourcentage de jeunes dans la population totale sera en fait en diminution dans l'ensemble du monde et dans les différentes régions. Dans l'ensemble du monde, ce pourcentage passera de 19,3 p.100 en 1980 à 16,1 p.100 en l'an 2025; dans les régions développées, il passera de 16,9 à 13 p.100 et dans les régions moins développées, de 20,1 à 16,9 p.100. Voir "Questions de développement social: situation de la jeunesse dans les années 80. Rapport du Secrétaire général" E/1983/3, p.24.

24/ Alors qu'en Afrique, le taux de croissance de la jeunesse dans les années 80 est de 3,7 p.100, le même taux pour l'ensemble du monde est de 2,5 p.100; il est de 0,9 p.100 dans les régions les plus développées et de 3,0 p.100 dans les régions les moins développées. D'ici l'an 2000, ce taux atteindra 3,3 p.100 en Afrique. Il sera de 0,3 p.100 dans l'ensemble du monde et, respectivement, de 0,0 p.100 dans les régions les plus développées et de 0,9 p.100 dans les régions les moins développées. Voir "Questions de développement social ..." op. cit. p.24

III. La situation des jeunes selon leur catégorie sociale

22. La jeunesse rurale. Elle constitue la majeure partie de la jeunesse en Afrique. Cette catégorie rencontre des problèmes particuliers, à savoir:

- Le manque général de commodités dans les zones rurales et en particulier l'insuffisance des services d'enseignement, de formation, de culture et de loisirs;
- L'isolement et le manque d'organisation des jeunes;
- Les contradictions entre les aspirations nouvelles et les attitudes et systèmes traditionnels. Ces contradictions mettent les jeunes en présence de nombreux problèmes concernant l'accès à la terre et l'introduction de nouvelles techniques (en particulier pour les jeunes qui ont reçu une formation) ou concernant le mariage et les diverses obligations traditionnelles et financières qui s'y rattachent ainsi que les attitudes relatives au statut et au rôle des jeunes filles et des femmes dans la société.

23. Les jeunes qui souhaiteraient travailler activement à la modernisation de leur village, et devenir des agriculteurs, techniciens ou entrepreneurs modernes dans le cadre d'une vie rurale améliorée, sont souvent découragés par une situation dans laquelle ils se voient offrir seulement un rôle marginal sans aucune responsabilité et dans laquelle les différents agents du développement ne tiennent aucun compte d'eux, sauf lorsqu'ils ont besoin de main-d'oeuvre. De nombreux jeunes qui ont reçu une éducation et une formation sont souvent désœuvrés dans leur village. Les parents sont également souvent persuadés qu'il n'y a pas d'avenir au village pour leurs enfants et les encouragent à partir et à chercher un emploi plus prestigieux et plus rémunérateur en ville.

24. Dans la plupart des pays, il est nécessaire de définir une stratégie de développement rural qui impartirait un rôle et une place aux jeunes et qui ferait d'eux un groupe-cible pour tous les agents du développement. Le Plan d'action de Lagos a souligné que "pour qu'une révolution agricole effective s'instaure en Afrique, il est nécessaire de faire participer les jeunes et de mettre fin à l'exode rural actuel vers les centres urbains" (paragraphe 19), et a formulé la recommandation suivante: "les efforts de formation devraient porter essentiellement sur les agents de vulgarisation qui devraient à leur tour, concentrer leurs efforts sur la jeunesse et les femmes rurales" (paragraphe 38). Ce qui est vrai pour l'agriculture l'est également pour les autres secteurs du développement rural.

25. Afin de faciliter l'engagement des jeunes dans l'effort de développement, il est nécessaire de mettre en place une organisation pour briser leur isolement et constituer une structure d'accueil pour les agents de vulgarisation qui éprouvent des difficultés à atteindre un grand nombre d'individus isolés, mais aussi à lancer et à renforcer la coopération entre jeunes et adultes. La réunion régionale de l'UNESCO sur la jeunesse, la tradition et le développement en Afrique a souligné que "les conditions de vie sociales et économiques des jeunes ruraux devraient être améliorées, le rôle des filles défini, et les structures communautaires, au niveau du village, réorganisées pour que les jeunes gens de la campagne soient intégrés avec succès dans leur environnement local" 25/.

26. La jeunesse urbaine: Les jeunes composent la majeure partie de l'important flux de migrants qui fuient les zones rurales vers les zones urbaines. Entre 1950 et 1980, la population urbaine en Afrique est passée de 14,8 à 28,8 p.100 de la population totale. En 1980, l'augmentation moyenne de la population urbaine a été de 5,3 p.100 alors que l'augmentation de la population rurale a été de 2 p.100 seulement.26/.

27. Alors que la jeunesse rurale constitue un groupe assez homogène, à l'exception des distinctions introduites par le niveau d'instruction que les jeunes ont atteint, la jeunesse urbaine est loin d'être homogène, et comprend un grand nombre de sous-groupes dont la situation varie considérablement à l'intérieur des mêmes zones urbaines et selon les villes et les pays: membres des différentes classes sociales, étudiants ayant atteint différents niveaux d'instruction, jeunes travailleurs dans différents organismes gouvernementaux, commerciaux ou industriels, jeunes chômeurs descolarisés, etc.

28. Cependant, le groupe qui préoccupe le plus et que l'on trouve dans la plupart des villes est le nombre important de jeunes ruraux qui ont émigré vers les villes à la recherche de meilleures conditions de vie. Ce groupe est le plus vulnérable. Venant d'une société de type coopératif, le jeune doit se faire une place par lui-même dans une société hautement compétitive où il est le dernier venu, sans le soutien matériel et moral auquel il était habitué. Il se trouve donc dans un état de dénuement matériel et moral souvent dramatique, qui conduit facilement à différentes formes de délinquance et à différentes maladies physiques et mentales.

29. Les gouvernements ont lancé différents types de programmes d'orientation, de formation et de réadaptation pour cette catégorie de jeunes; cependant, devant l'impossibilité de faire face à un problème d'une telle ampleur et qui s'aggrave de jour en jour, on est amené à la nécessité de considérer que les solutions ne peuvent être trouvées que dans la création de conditions qui inciteront les jeunes à rester dans les zones rurales. Malheureusement, les politiques de développement et mesures radicales qui s'imposent pour réaliser cette stratégie ont rarement été adoptées ou mises en oeuvre à l'échelle voulue.

30. Toutefois, quelles que soient les politiques adoptées par ailleurs, il n'en demeure pas moins nécessaire de trouver des solutions dans les zones urbaines. Le Plan d'action de Lagos déclare que "l'augmentation des chances d'obtenir des revenus et des emplois rentables pour les jeunes et pour ceux qui quittent l'école devrait être l'un des principaux objectifs des activités de développement", et recommande qu "une telle politique soit renforcée par des compétences réelles et des programmes de formation en gestion dans le secteur non officiel, en particulier des activités du secteur économique non organisé dans la périphérie urbaine" (Paragraphe 108). Cette politique devrait s'accompagner d'une série de mesures destinées à améliorer l'environnement matériel et social dans lequel doit vivre la jeunesse urbaine et à lui offrir les conseils et l'orientation que la famille ne lui fournit plus.

31. Jeunes femmes: C'est dans le cadre du nombre croissant de jeunes déscolarisés que les pays africains vont avoir à affronter que la situation des jeunes femmes doit être examinée. Il convient de préciser que pour les besoins de la présente étude, la catégorie des jeunes femmes concerne la tranche d'âge comprise entre 15 et 24 ans, bien qu'il ne soit pas exceptionnel de trouver des filles bien plus jeunes assumer

les responsabilités d'une femme adulte. Dans de nombreuses sociétés africaines traditionnelles, la maturité n'est pas une question d'âge mais plutôt de développement physique de l'individu et de normes culturelles, à la fois pour la jeune fille non scolarisée et pour celle qui est ou a été scolarisée. Pour la première, c'est l'époque des cérémonies rituelles, des fiançailles, du mariage, de la maternité et, en général, de l'accès aux responsabilités familiales et communautaires, pratiquement sans aucune possibilité de bénéficier d'un enseignement de type classique ou d'une formation. Pour la jeune fille scolarisée, c'est l'époque à laquelle elle interrompt ses études, en cours de scolarité ou en fin de scolarité après avoir terminé le cycle primaire ou le cycle secondaire, sans espoir de poursuivre ses études. C'est à ce moment-là qu'elle cherche de meilleures possibilités de formation ou d'emploi, à moins qu'elle ne rejoigne le mode de vie de sa soeur non scolarisée.

32. Les données disponibles relatives à l'enseignement indiquent qu'à de rares exceptions près, la scolarisation des filles dans la plupart des pays africains est inférieure à celle des garçons 27/. Les facteurs sociaux, culturels et religieux imposent souvent à la fille de rester à la maison alors que ses frères vont à l'école. Des moyens financiers limités, associés aux croyances courantes et traditionnelles sur le rôle de la femme dans la société, incitent souvent les parents à donner la préférence à l'éducation des garçons.

33. En outre, il est démontré que les taux d'abandon en cours de scolarité sont plus élevés chez les filles que chez les garçons, et que relativement peu de filles ont la possibilité d'accéder à des études supérieures par rapport à leurs homologues masculins. Tous ces éléments concourent à faire ressortir que les jeunes femmes constituent une proportion importante des jeunes déscolarisés dans de nombreux pays africains.

34. Les possibilités limitées de formation et d'emploi constituent un obstacle essentiel à la participation effective des jeunes femmes aux efforts de développement communautaire et national. C'est un problème que les jeunes femmes partagent généralement avec les jeunes gens. Toutefois, dans leur recherche de formation et d'emploi, elles rencontrent des problèmes spécifiques qui doivent faire l'objet d'une attention particulière de la part des planificateurs et des organisateurs de programmes en faveur des jeunes femmes. Leur situation est encore aggravée par les risques de grossesse non désirée et de maternité précoce hors mariage, la mère célibataire étant généralement dépourvue de moyens financiers, plus encore que le père célibataire. Une jeune fille qui se trouve dans une telle situation peut être conduite à aggraver encore cette situation par des grossesses répétées, des avortements illégaux, l'infanticide, la prostitution en tant qu'alternative économique, et exposer sa santé aux risques de la drogue, des maladies vénériennes, de l'exploitation sexuelle et de l'épuisement dans ses efforts pour accéder aux possibilités de formation et d'emploi.

35. Les données existantes tendent à indiquer que ces types de situation sont en augmentation plutôt qu'en diminution dans un certain nombre de pays africains. L'expérience montre que la grossesse, ou le comportement social qui y conduit, devient un problème de plus en plus préoccupant parmi les jeunes filles des écoles secondaires.

27/ Voir annexe

Mme May Parker indique que les grossesses sont à l'origine de 53,9 p.100 des abandons scolaires dans les écoles secondaires en Sierra Leone 28/. Cette tendance, bien que non vérifiée, laisse supposer qu'un nombre croissant de jeunes filles vont interrompre leur scolarité et se trouver dans l'impossibilité de réaliser leurs aspirations. Une fois "deshonorées" la tentation (qui pour certaines constitue le seul choix possible) d'émigrer vers les centres urbains devient plus grande. L'isolement social et psychologique par rapport au milieu familial, traditionnellement et culturellement uni, peut être extrêmement destructeur. Ces jeunes filles peuvent alors se trouver dans des situations désespérées, dans un environnement hostile où seuls les plus forts survivent, si elles ne bénéficient d'aucune assistance et d'aucun conseil.

36. Il est donc indispensable d'examiner en toute objectivité la question du nombre croissant de grossesses et de maternités horsmariage afin de chercher les moyens d'atténuer les conséquences de ces situations. En outre, il est nécessaire de mettre en place des services, à la fois au niveau communautaire et au niveau national, en vue de redonner aux jeunes touchées par ces problèmes, respect de soi, confiance en soi et dignité. L'attitude traditionnelle qui consiste à appliquer des normes différentes selon qu'il s'agit de mères célibataires ou de pères célibataires doit aussi être étudiée, afin de trouver des mesures correctives plus justes applicables aux deux fautes.

37. Les travaux domestiques, auxquels les filles doivent participer pour aider leur mère, les empêchent aussi de bénéficier pleinement des possibilités existantes. Le manque de confiance en soi, d'esprit d'initiative et de décision, qui font partie du processus traditionnel et culturel de développement social, ont aussi une influence sur leurs aspirations et leurs attentes. Le début de la puberté, sans assistance, informations et conseils appropriés peut avoir un effet traumatisant sur leur équilibre psychologique et intellectuel.

38. Sur le plan quantitatif, un certain nombre de pays africains ont réalisé certains progrès en offrant des programmes d'enseignement et de formation extra-scolaire pour répondre aux besoins et aux problèmes des jeunes femmes. Ces programmes se situent soit dans le cadre d'un programme général en faveur de la jeunesse par l'intermédiaire de ministères ou de départements ministériels tels que la jeunesse et les sports, l'éducation, le travail et les affaires sociales, soit dans le cadre de programmes spécifiques gérés par le mécanisme national pour la femme ou d'autres institutions volontaires comme la YWCA. Ces programmes et services peuvent être regroupés dans les catégories suivantes:

- (a) Formation et enseignement en vue de l'acquisition de compétences professionnelles;
- (b) Activités génératrices de revenus;
- (c) Correction et réinsertion sociale;
- (d) Sports, loisirs et distractions;
- (e) Auto-assistance et services volontaires;
- (f) Mobilisation politique;
- (g) Divers.

28/ May Parker Judith, Out-of-School programmes for girls and young women in Sierra Leone, Addis Ababa, CARFF/CEA, 1981, p.6

39. Toutefois, sur le plan qualitatif, ces programmes laissent souvent à désirer. En raison des handicaps graves que connaissent les jeunes femmes dans le cadre de l'accès à l'enseignement et à la formation de type classique, il est particulièrement important de leur offrir un enseignement et une formation extra-scolaire adéquats et orientés vers l'acquisition des compétences. Pour la plupart d'entre elles, l'enseignement extra-scolaire constitue la seule possibilité d'augmenter leurs chances d'entrer sur le marché du travail, que ce soit dans le secteur moderne ou dans le secteur traditionnel. Toutefois, les données disponibles indiquent que, d'une façon générale, les programmes d'enseignement et de formation extra-scolaires pour jeunes femmes sont orientés vers les domaines de la maison, de la famille et autres domaines traditionnellement "féminins". En droit, il peut n'y avoir aucun obstacle à l'accès des jeunes filles et jeunes femmes aux possibilités de formation professionnelle et technique afin de les préparer au marché du travail, mais en pratique de graves inégalités existent dans la répartition de ces possibilités.

40. Les programmes d'enseignement et de formation extra-scolaires ne les préparent pas convenablement à exercer un emploi salarié ou une activité indépendante. En effet, même celles qui achèvent leur formation doivent affronter une dure concurrence sur le marché du travail ou des attitudes négatives de la part des employeurs en raison de leur sexe.

41. Un autre défaut des programmes extra-scolaires est qu'ils ont tendance à orienter les aspirations des stagiaires vers des emplois salariés plutôt que vers des activités indépendantes. Il en résulte de grandes difficultés pour les jeunes qui suivent des cours non sanctionnés par un diplôme, car les employeurs n'acceptent généralement pas de recruter quelqu'un sans attestation officielle. Certains cours peuvent être considérés comme utiles dans la mesure où ils continuent la formation pratique des jeunes filles, mais insuffisants pour les préparer convenablement à un avenir professionnel dans un emploi salarié.

42. Sur le plan de l'efficacité et de la qualité, on peut dire qu'un grand nombre de programmes d'enseignement extra-scolaires pour jeunes femmes se caractérisent par:

- (a) L'incapacité de répondre convenablement aux besoins du groupe-cible;
- (b) Le caractère marginal et externe des programmes en ce qui concerne leur incidence sur le processus de développement;
- (c) Le manque d'adéquation entre les programmes et le marché du travail;
- (d) L'insuffisance de diversification;
- (e) L'absence de services de placement, de suivi et d'assistance financière.

43. Les femmes continuent d'être désavantagées par ces types de programmes discriminatoires quant aux possibilités de participer de façon significative au processus de développement.

44. Jeunes travailleurs: Cette catégorie est en augmentation en raison du développement de l'urbanisation, de l'industrialisation et de l'extension des grandes exploitations agricoles. Peu de pays ont les moyens nécessaires pour contrôler les conditions de travail de ces jeunes et l'application de l'éventuelle législation du travail en vigueur. La conséquence de cette situation est qu'un grand nombre de jeunes travailleurs sont exploités, leur âge, étant souvent le prétexte de cette exploitation. On leur offre les travaux les plus désagréables et les moins rémunérés. En raison de l'insécurité de l'emploi et de leur statut d'émigrés, leur pouvoir de négociation est pratiquement nul. Les jeunes filles utilisées comme employées de maison sont souvent dans la pire des situations. Elles sont souvent soumises à de longues heures de travail, avec un salaire faible ou inexistant, et quelquefois à des abus sexuels.

45. Jeunes handicapés: Cette catégorie comprend à la fois les handicapés physiques et les handicapés mentaux. Dans une situation où les ressources et les possibilités sont rares, il est particulièrement difficile pour des jeunes personnes souffrant d'une quelconque forme d'infirmité de rivaliser avec les jeunes en bonne santé pour accéder à des possibilités. La plupart des instituts d'enseignement et de formation ne sont pas aménagés pour répondre à leurs besoins particuliers et il est toujours difficile d'adopter une politique de création d'institutions spécialisées coûteuses pour un groupe minoritaire.

46. Les entreprises économiques, qui ont souvent des difficultés à survivre dans un environnement hautement concurrentiel, ne tiennent pas à employer des jeunes handicapés qui ont besoin d'un encadrement spécial et dont la productivité est généralement inférieure à celle des autres travailleurs.

47. Cependant, les jeunes handicapés font partie de la société et ont les mêmes droits que n'importe quel autre jeune non frappé d'infirmité. Leur handicap, bien qu'ayant une nature différente, peut être comparé au handicap éducatif ou économique d'autres jeunes pour qui des efforts spéciaux sont consentis. Les jeunes les plus handicapés ont une capacité d'apporter leur contribution à la société, et on doit donc leur offrir la possibilité de développer cette capacité.

48. Les gouvernements consentent de plus en plus d'efforts pour créer les établissements de soins nécessaires à certaines catégories de jeunes handicapés, et pour supprimer le handicap physique et social dont souffrent certains autres en raison de leur infirmité. L'aspect psychologique de l'infirmité doit faire l'objet de campagnes d'éducation afin d'en supprimer les stigmates et de rendre le public plus compréhensif et coopératif. Le rôle des écoles et des organisations de jeunes est très important à cet égard pour faciliter l'intégration des jeunes handicapés dans les groupes de jeunes, à la fois par le biais de programmes de prise de conscience et au moyen d'efforts spéciaux pour intégrer les jeunes handicapés dans leurs programmes (formation, culture, loisirs, sports, etc...).

49. Au cours du Séminaire régional sur l'Année internationale des personnes handicapées, qui s'est tenu à Addis-Abéba (Ethiopie) les 6 et 7 octobre 1981 29/, il a été souligné que "la pleine participation devrait être considérée comme un droit de l'homme", et qu'une "législation adéquate" et des "actions positives" étaient nécessaires pour offrir aux handicapés des chances égales. Cette recommandation devrait trouver son expression dans le cadre des politiques nationales en faveur de la jeunesse.

50. Jeunes réfugiés: Il y a plus de cinq millions de réfugiés en Afrique et une grande partie d'entre eux sont des jeunes. Une étude faite dans l'un des quatre principaux camps de réfugiés zimbabwéens au Mozambique a indiqué que sur 5.000 réfugiés, 500 seulement étaient des adultes. Une étude réalisée au Kenya indique que 20 p.100 des réfugiés ont entre 6 et 17 ans, et 4.3 p.100 ont entre 18 et 30 ans. Leur niveau d'instruction est le suivant: école primaire: 23 p.100; enseignement professionnel: 20 p.100; école secondaire: 27 p.100; enseignement supérieur: 13 p.100; 12 p.100 n'ont pas été scolarisés 30/. Ayant été séparés de leur environnement et très souvent de leur famille dans des circonstances généralement dramatiques, ces jeunes souffrent souvent d'un état de détresse matérielle et morale.

51. Les conditions varient considérablement d'un pays à l'autre et il est par conséquent difficile de généraliser les conditions des jeunes réfugiés. On peut toutefois citer, parmi les problèmes les plus courants:

(a) le manque d'orientation et de conseils dans un environnement qui leur est étranger et qui l'est également à leurs conseillers naturels;

(b) les problèmes relatifs à l'enseignement, études interrompues, manque de services d'enseignement ou inadéquation de l'enseignement qui est offert à leur situation particulière (langue, programme, culture, etc...) manque de services de formation ...

(c) les problèmes que pose leur intégration sociale et économique dans des sociétés où ce processus est déjà très difficile pour la plupart des jeunes gens du pays, et le sentiment d'insécurité pour l'avenir qui en résulte

(d) l'insuffisance de logements, de services médicaux, d'hygiène, de nourriture, de vêtements et d'autres biens et services de base

(e) le conflit entre générations, lorsque les jeunes réfugiés se sentent plus attirés par la culture du pays d'accueil alors que les parents restent fermement attachés à leur culture d'origine;

(f) l'oisiveté, le manque de perspectives et d'objectifs, le manque de distractions, l'isolement particulièrement pour les réfugiés installés en zones rurales;

(g) "L'impression d'être étranger dans un nouveau pays, le sentiment d'avoir été déraciné, l'incertitude à l'égard de l'avenir et la solitude ...; les jeunes célibataires sont particulièrement sujets à ces problèmes. Ils sont considérés avec méfiance par les familles bien établies et il leur est également très difficile de se faire des amis parmi les jeunes du pays d'accueil. Ces facteurs donnent naissance à des cas de délinquance parmi les réfugiés" 31/.

30/ "Africa-Urban-Refugees; A Heavy Burden to Bear for Host Countries" in UNHCR Refugee Magazine No.1 Sept. 1982.

31/ Abid.

52. Les pays hôtes, avec l'assistance de la communauté internationale, font des efforts considérables pour assister les jeunes réfugiés. Les efforts portent surtout sur l'enseignement et la formation 32/; des places leur sont offertes dans les établissements d'enseignement à tous les niveaux, ainsi que des bourses, des logements pour étudiants, des vêtements, des livres, de l'argent de poche; les établissements d'enseignement et de formation sont agrandis pour recevoir les réfugiés; des projets sont élaborés pour aider les jeunes réfugiés à développer les activités génératrices de revenus; des mesures sont prises pour faciliter, partout où cela est possible, la réinsertion des jeunes réfugiés dans leur pays d'origine; des bourses d'études à l'étranger leur sont offertes, etc.

53. En dépit de ces efforts, le problème semble souvent insoluble et dans certaines régions comme l'Afrique australe, le flux continue. Et malgré la générosité des gouvernements des pays d'accueil et la mobilisation de la communauté internationale 33/ les besoins continueront à être considérables pendant longtemps. Il serait souhaitable que les gouvernements, lors de l'élaboration de leurs politiques en faveur de la jeunesse, accordent une attention particulière aux relations qui existent entre les problèmes des jeunes réfugiés et la situation de leur jeunesse nationale, et aux moyens d'aborder la question en termes de solidarité entre jeunes, grâce à des programmes d'assistance et de compréhension mutuelle qui aideraient à rompre l'isolement des jeunes réfugiés, et leur permettraient de se sentir mieux accueillis, plus intégrés, de retrouver leur confiance en eux-mêmes et en la société.

54. Etudiants: Les étudiants, aux différents niveaux d'enseignement, n'ont pas de besoins spécifiques qui les rendent différents des autres catégories de jeunes. Cependant, ils ont des aspirations et intérêts communs qui en font un groupe de pression social et politique. Grâce à leur éducation, les jeunes qui se trouvent au sommet de la pyramide des niveaux d'enseignement, acquièrent une sensibilité différente et plus aigüe par rapport aux principaux problèmes nationaux et internationaux, et se sentent plus engagés à prendre immédiatement position sur ces problèmes. Ces prises de position les conduisent à exercer une pression croissante sur les autorités politiques, ce qui débouche souvent sur de graves conflits. Ce phénomène prend de plus en plus d'importance avec l'augmentation rapide du nombre d'étudiants.

32/ Voir les recommandations de la Conférence panafricaine sur la situation des réfugiés en Afrique (Arusha, République-Unie de Tanzanie 1 au 17 mai 1979). Sur le budget d'assistance aux réfugiés africains du HCR en 1982, d'un montant total de 111.534.200 Dollars des E.U., un montant de 6.576.000 Dollars des E.U. a été consacré aux programmes d'enseignement secondaire du premier cycle.

33/ A la suite d'un appel lancé par le HCR en Juin 1977, en faveur d'un programme pour étudiants réfugiés de trois pays d'Afrique australe, un montant total de 10,7 millions de dollars des E.U. avait été perçu en octobre 1977.

IV. Questions et problèmes relatifs à la jeunesse

55. Il n'est pas de problème concernant la société qui n'affecte, d'une façon ou d'une autre, les jeunes. Même les problèmes qui semblent les plus éloignés, comme ceux des personnes âgées, touchent les jeunes à plusieurs égards, ne serait-ce qu'en tant que futurs membres de la population économiquement active, qui devront subvenir aux besoins des personnes âgées à charge.
56. Toutefois, les principaux problèmes concernant les jeunes sont ceux qui se rapportent au processus de socialisation des jeunes, processus par lequel ils sont préparés à adopter les valeurs caractéristiques de leur culture, les attitudes requises pour qu'ils puissent jouer un rôle responsable dans leur environnement social et culturel, les connaissances, aptitudes et attitudes nécessaires pour qu'ils apportent leur contribution socio-économique au développement de leur communauté, de leur pays et de l'humanité en général, et pour qu'ils se prennent eux-mêmes en charge.
57. Le point de départ de ce processus est la famille; il se poursuit ensuite avec les différents programmes d'enseignement, de formation et d'orientation, à la fois scolaires et extra-scolaires, et enfin avec l'intégration du jeune dans la vie sociale, économique, culturelle et politique de sa communauté.
58. A tous ces niveaux existent des problèmes, et il en résulte qu'un nombre important de jeunes ne trouvent pas leur voie dans la société et sont marginalisés, ou la trouvent au prix de difficultés considérables et de façon souvent très précaire et insatisfaisante.
59. Le rôle de la famille: Aujourd'hui, la préparation des jeunes à la vie dans les pays africains se situe à la croisée des chemins entre le système oral traditionnel d'éducation et le système d'enseignement moderne. En conséquence, les questions et problèmes qui résultent de cette situation sont un grave sujet de préoccupation. L'importance de l'éducation traditionnelle et du processus de socialisation de l'enfant au sein de la famille qui se poursuit durant toutes les années de jeunesse, ne saurait être trop soulignée. C'est en effet là que se forment les éléments fondamentaux de la personnalité et de la conscience qui permettront le développement de l'individu.
60. Dans les sociétés africaines traditionnelles, le processus traditionnel d'éducation et de socialisation se déroulait au sein de la famille et de l'ensemble de la communauté villageoise. En travaillant avec sa mère ou son père, l'enfant apprenait progressivement tout ce qu'il ou elle avait besoin de savoir sur les activités de la maison ou des champs, concernant tous les aspects culturels, socio-économiques et relatifs à la santé de la vie de famille. Par l'intermédiaire de différentes organisations sociales, et parfois sous la direction d'adultes spécialement désignés, il ou elle apprenait les différentes règles et la discipline de la vie communautaire qui était extrêmement cohérente et solidaire. L'ensemble du processus lui montrait les rôles auxquels il était préparé et il comprenait comment ce processus le préparait à ces rôles. Le chemin n'était pas toujours facile. Mais les méthodes avaient été mises au point au cours des siècles. L'objectif était clair, et même s'il y avait différents degrés de réussite, les échecs étaient moins fréquents. Les connaissances et aptitudes techniques et sociales essentielles étaient généralement acquises et la culture assimilée.

61. Le rôle de la famille a été progressivement affaibli par l'action d'un certain nombre de facteurs, souvent regroupés sous le terme général de "changement", qui est considéré par certains comme positif et par d'autres comme négatif, et qui en fait comporte à la fois des aspects positifs et des aspects négatifs. Cela dépasserait le cadre de ce document de tenter d'analyser un phénomène très complexe qui a pris différents aspects et degrés d'intensité dans les différentes parties du continent. Cependant, on peut citer les principaux facteurs suivants et leurs conséquences:

(a) Un des facteurs a été l'introduction de nouvelles techniques nécessitant de nouvelles connaissances (et parfois de nouvelles formes d'organisation sociale), instituant de nouveaux statuts et une nouvelle échelle de valeurs. La réussite individuelle devient plus importante que la réussite collective.

(b) Les communications plus faciles, l'accès aux médias ont exposé la communauté villageoise à de nouveaux modes de vie, avec des biens de consommation attractifs, soutenus par une publicité pour répondre aux intérêts commerciaux.

(c) Enfin, la scolarisation a soustrait l'enfant à l'influence éducative de sa famille et de sa communauté pour la plus grande partie de la journée, et a par ailleurs introduit de nouvelles valeurs, de nouveaux critères de réussite et de succès, selon lesquels les parents illettrés sont généralement considérés comme moins compétents que leurs enfants à moitié instruits, car le système d'éducation introduit la notion d'un autre type de société et utilise souvent une langue étrangère.

62. Tous les facteurs mentionnés ci-dessus ont créé un malaise croissant chez les adultes qui résistent au changement en raison de ses nombreux aspects négatifs mais qui, en même temps, désirent assurer à leurs enfants le meilleur avenir possible (un avenir qu'ils voient souvent loin du village), et chez les jeunes qui, tout en souhaitant rester respectueux vis-à-vis de leurs aînés, sont à la fois orientés vers et attirés par un mode de vie totalement différent qu'il est impossible d'avoir au village.

63. Education et formation: Depuis l'indépendance de leur pays, les gouvernements africains ont fait des efforts considérables pour développer leur système d'enseignement afin de scolariser le plus grand nombre possible de jeunes. Le Plan d'Addis Ababa, adopté en 1961 par la Conférence des états africains sur le développement de l'enseignement en Afrique proposait de parvenir à la généralisation de l'enseignement primaire d'ici 1980. Cet enseignement devait couvrir une période de 6 ans, être gratuit et obligatoire. Toutefois, bien que de nombreux états aient consacré un pourcentage élevé de leur budget (quelquefois 30 à 50 p.100) à l'éducation et qu'ils aient augmenté considérablement leurs taux de scolarisation, les objectifs sont, de beaucoup, loin d'être atteints, particulièrement en ce qui concerne les filles. En même temps, deux problèmes se posent toujours avec acuité et se sont même quelquefois aggravés, celui de la qualité de l'enseignement et celui de l'adéquation des programmes.

64. Le désir de développer le système d'enseignement quantitativement a souvent conduit à une baisse de la qualité. Dans de nombreux pays, une grande partie des instituteurs doit encore enseigner à des classes surchargées, en disposant d'un très peu de matériel pédagogique.

65. Le problème de l'adéquation des programmes n'est pas facile à aborder. Des efforts ont été faits en vue de revoir les programmes et de leur donner une orientation plus pratique et technique. Toutefois, faute de politiques clairement définies et de ressources suffisantes (personnel, équipements et matériels) ces efforts sont souvent restés à l'état de projet et n'ont guère réussi à améliorer la préparation des jeunes à des activités productives. Les tentatives en vue d'offrir un enseignement orienté vers les activités rurales ont souvent été rejetées par la communauté rurale en tant que discriminations, instituant un système d'enseignement pour ceux qui sont condamnés aux durs travaux, et un autre ouvrant la voie aux emplois de bureau et aux postes de cadres.

66. Le système n'a pas été en mesure de répondre à la nécessité de former une nouvelle génération d'agriculteurs modernes et dynamiques, ni à celle de former la main-d'œuvre qualifiée nécessaire au secteur moderne de l'économie.

67. L'enseignement supérieur a également connu un développement considérable au cours des vingt dernières années ^{34/}, mais a rencontré les mêmes problèmes que les autres niveaux d'enseignements. La volonté de satisfaire la demande sans cesse croissante pour l'enseignement supérieur a imposé aux établissements des efforts excessifs.

68. Dans un document préparé pour la Conférence des directeurs, présidents, recteurs d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique, il est déclaré que "ce qui est encore plus grave, du point de vue de l'Université, ce sont les effets que peut avoir sur la qualité de la vie et de l'enseignement, la détérioration des conditions matérielles" ^{35/}. Le problème de l'adéquation des programmes ne se pose pas avec moins d'acuité que pour les autres niveaux. Bien que les établissements d'enseignement supérieur aient formé un personnel hautement qualifié pour le secteur public aussi bien que pour le secteur privé, les universités sont de plus en plus critiquées pour leur orientation insuffisante vers les besoins du développement. Dans de nombreux pays, un nombre croissant de diplômés de l'enseignement supérieur ne parviennent pas à trouver un emploi correspondant à leur formation. Ceci est également considéré comme un des facteurs à l'origine du phénomène de fuite des cerveaux ^{36/}. La situation évoquée dans le Plan d'action de Lagos a été ainsi résumée par M. Adebayo Adedeji, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA, dans son allocution d'ouverture lors de la Conférence des directeurs, présidents et recteurs d'établissement supérieur en Afrique: "Bien qu'en termes qualitatifs nous puissions nous féliciter et féliciter nos gouvernements pour les succès réalisés sur le plan du nombre d'inscrits

^{34/} Nombre d'inscriptions dans l'enseignement supérieur: 1960: 130.000 (32.000 filles); 1976: 959.000 (245.000 filles). Projections: 2000: 5,6 millions, 2008: 8,7 millions

^{35/} Chukuka Okonjo, On Maximizing the Contribution of African Universities to National Development, Addis Ababa, UNECA, 1982 (PAP/AAU/ED/7/82) p.3

^{36/} Voir document ST/ECA/PAP/HRP/5/81 sur les incidences des directives pour la réalisation du programme de développement et d'utilisation des ressources humaines du Plan d'action de Lagos, p.10.

et des produits de nos systèmes d'enseignement, nous savons que le développement rapide de la capacité des établissements ne s'est pas accompagné d'un effort systématique et opiniâtre en vue de réorienter les programmes d'enseignement supérieur, la structure et le contenu des cours, afin qu'ils reflètent suffisamment les besoins essentiels de la communauté et de l'économie. Il en est résulté une inadéquation entre les besoins du marché de l'emploi et les produits du système d'enseignement et un taux croissant de chômage parmi les diplômés de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur. Par conséquent, notre système actuel de développement des ressources humaines en général et d'éducation en particulier ne répond ni aux besoins matériels ni aux nécessités socio-culturelles de nos pays et de nos communautés".

69. Dans leur relation avec le système d'enseignement, trois catégories de jeunes peuvent être identifiées:

(a) Ceux qui ont quitté le système à différents niveaux et ont été en mesure d'utiliser leur instruction ou leur formation pour accéder au monde du travail.

(b) Ceux qui ont quitté le système à différents niveaux et n'ont pas été en mesure de trouver leur place dans le monde du travail, parce que leur formation était soit insuffisante soit inadéquate, à la fois sur le plan de leurs aspirations professionnelles et sur celui des besoins de la société. Cette catégorie est celle qui préoccupe le plus les gouvernements. La situation de ces jeunes est grave à plusieurs points de vue. Psychologiquement, ils ont le sentiment d'avoir échoué, échoué à réaliser leurs aspirations, échoué à répondre aux espoirs de leur famille; en effet, dans certaines sociétés, les parents investissent leurs maigres ressources et placent de grands espoirs dans l'éducation de leurs enfants. L'échec peut être durement ressenti. Lorsque l'échec ne leur est pas imputable mais est dû au manque de possibilités d'accéder à un niveau d'enseignement plus élevé ou à un emploi, le sentiment qui est alors ressenti est celui de frustration, et il conduit souvent à des attitudes qui révèlent une marginalisation croissante: des jeunes qui, dans leur village, refusent de participer aux activités familiales et communautaires; d'autres qui s'évadent dans l'alcool ou la drogue; la délinquance. Avec le développement rapide du système d'enseignement, ce dernier groupe croît rapidement.

(c) Le troisième groupe est celui des jeunes qui n'ont jamais fréquenté l'école - où l'on trouve une grande majorité des filles (sauf dans quelques pays d'Afrique australe où, pour des raisons culturelles et économiques, le contraire se produit: par exemple, les taux de scolarisation dans trois pays d'Afrique australe sont les suivants:

- Botswana:	81,0 garçons	-	93,0 filles	
- Lesotho:	62,0 "	-	91,0 "	
- Swaziland:	78,0 "	-	82,0 "	37/

Ce groupe, parce qu'il place moins haut ses espoirs, ou parce qu'il est resté plus proche des activités traditionnelles de la famille ou du village, est souvent plus intégré à la communauté que les groupes précédents. Toutefois, ces jeunes ne bénéficient pas des possibilités offertes aux autres jeunes pour développer leurs connaissances et aptitudes, et lorsqu'ils doivent quitter leur communauté, leur handicap est encore plus grand.

37/ Chiffres recueillis au cours d'une mission dans ces pays par M. J. Bazinet, Conseiller interrégional, UNCSOHA.

70. Le problème de l'éducation doit donc être appréhendé à la fois du point de vue de la mise en valeur des ressources humaines, c'est-à-dire du point de vue de la nécessité de préparer les jeunes à être plus utiles à la société, mais aussi du point de vue du coût humain qui peut en résulter lorsque le système est défaillant.

71. Le défi à long terme que constitue l'éducation pour les gouvernements est clairement expliqué dans un document de la CEA sur les tendances démographiques. Il est dit que "les données existantes suggèrent qu'environ 40 à 50 p.100 de la population estimée des Etats membres de la CEA en 1979 auraient dû être scolarisés dans les trois niveaux du système d'enseignement. Les projections pour les années 1985 à 2000, basées sur les tendances actuelles, ne semblent indiquer aucune diminution nette de ce pourcentage, quel que soit le pays ou la sous-région ... Dans l'hypothèse selon laquelle 50 p.100 de la population scolaire potentielle seront effectivement scolarisés, dans les trois niveaux du système d'enseignement, les données disponibles indiquent que 24 à 30 p.100 de la population totale dans chacun des 50 pays seront scolarisés dans différents établissements d'enseignement, ce qui implique une lourde charge pour les gouvernements. En raison du fait que le nombre d'enfants croît encore plus rapidement que la population totale, la nécessité d'éduquer un nombre encore plus grand de jeunes devrait impliquer l'augmentation du taux de scolarisation et l'amélioration de la qualité de l'enseignement" 38/.

72. Enseignement extra-scolaire: La gravité des problèmes rencontrés par les jeunes qui n'ont jamais été scolarisés ou qui ont dû quitter l'école à un niveau et avec une formation qui ne correspond ni à leurs aspirations ni aux besoins de la société, a conduit à développer une grande variété de programmes d'enseignement extra-scolaire. Il en existe trois types principaux:

(a) Les programmes destinés à fournir les connaissances de base nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie à tous ceux qui n'ont pas bénéficié de l'enseignement de type classique. Les programmes d'alphabétisation et les programmes de vulgarisation relevant des ministères, de l'éducation, de la santé, de la sécurité sociale, de l'agriculture, etc., afin de faire acquérir des connaissances et d'améliorer les compétences en vue d'augmenter la production ou de développer les activités productives, d'améliorer les revenus de la famille, la santé de la famille, etc.

(b) Les programmes destinés à combler les lacunes entre deux niveaux d'enseignement pour ceux qui ont quitté l'école à un certain niveau, afin de leur permettre d'achever un cycle d'enseignement et de passer les examens. Les cours du soir, cours par correspondance, programmes de radio. Ces programmes, étant fondés sur le système et les programmes d'enseignement de type classique, connaissent les mêmes problèmes d'adéquation que le système d'enseignement classique.

(c) Les programmes destinés à compenser le décalage qui existe entre le système d'enseignement et les besoins réels de la société, en introduisant les éléments adéquats qui font défaut dans l'enseignement de type classique - en premier lieu les programmes de formation professionnelle, souvent combinés avec des programmes de rattrapage et quelquefois associés à la production. En raison du fait que ces programmes représentent souvent le principal effort des gouvernements pour régler le problème du chômage des jeunes, ils seront examinés plus en détail dans le chapitre pertinent du présent rapport.

73. Les programmes d'enseignement extra-scolaires, qui relèvent de diverses institutions gouvernementales, comme on l'a vu plus haut, constituent aussi le principal champ d'action des institutions volontaires. Ces programmes constituent notamment la principale composante des programmes de la plupart des organisations de jeunesse. Mais le manque de ressources a souvent empêché l'extension de ces programmes et ne leur a pas permis d'atteindre un grand nombre de jeunes, particulièrement les programmes comprenant une composante formation professionnelle.

74. Enfin, un problème qui se rattache aux problèmes de l'enseignement de type classique, de l'enseignement extra-scolaire et de la formation professionnelle est celui de l'orientation scolaire et professionnelle. Dans un document préparé par la CEA pour la Première réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification, du développement et de l'utilisation des ressources humaines, qui s'est tenue à Monrovia en 1981, le problème est ainsi exposé: "Depuis le début des années 60, les pays africains ont fait des efforts considérables pour mettre en place des structures administratives ayant pour rôle de fournir des services adéquats de conseils, d'orientation de sélection professionnelle ... Mais les différents systèmes et services mis en place n'ont servi et n'ont bénéficié qu'à une minorité de jeunes à l'intérieur du système scolaire et n'ont tenu compte que d'une partie négligeable du marché du travail situé dans les agglomérations urbaines. Dans les services pour l'emploi et les services sociaux communautaires, on n'a pratiquement tenu aucun compte des employés, des chercheurs d'emploi et de ceux qui entrent sur le marché du travail, des jeunes qui ont quitté l'école, avec ou sans diplôme, et qui forment l'essentiel de la population de chômeurs et de sous employés" 39/.

75. Emploi - activités économiques: Il est très difficile d'évaluer avec exactitude le niveau d'emploi des jeunes. Les statistiques de chômage sont généralement approximatives et concernent l'ensemble de la main-d'oeuvre. Le groupe d'âge 15-24 ans est rarement identifié dans ces statistiques.

76. Toutefois, les gouvernements reconnaissent que le problème prend des proportions de plus en plus alarmantes chaque jour. Comme il est mentionné plus haut, le groupe le plus affecté est celui des jeunes qui ont cessé leurs études étant admis que les jeunes sans instruction trouvent plus facilement leur place dans le secteur traditionnel de l'économie. Pour cette raison, le système d'enseignement a été rendu le premier responsable de cette situation: système élitiste, suscitant des attentes de plus en plus grandes qui ne peuvent être satisfaites que pour une minorité de jeunes et qui produit plus d'échecs que de succès. Autrement dit, un système auto-centré, sans relations avec son environnement humain, économique et culturel.

77. Cependant cette image commence à être corrigée et les responsabilités mieux partagées. Alors qu'il est devenu évident que les relations entre l'enseignement, la formation, la promotion de l'emploi et les stratégies de développement ne pouvaient plus être ignorées si l'on voulait améliorer la situation de l'emploi, il est devenu également clair que les secteurs qui viennent d'être nommé savaient tous leur part de responsabilité dans la situation actuelle et non plus l'enseignement à lui seul.

39/ Constraints and programme strategies for effective training and career development function, Addis Abeba, UNECA, 1991 (ST/ECA/PAMM/HRP/8/81)

78. Faute d'une politique de promotion de l'emploi, la relation entre la formation et le travail fait souvent défaut, même lorsque la formation est adéquate. De nombreux jeunes formés aux techniques modernes d'agriculture n'ont pas été en mesure d'utiliser leurs connaissances faute d'une stratégie visant à soutenir leur intégration dans l'environnement rural à l'issue de leur formation. Lorsque des stratégies ont été élaborées, - de nombreuses formules, ont été essayées à cet égard - la plupart d'entre elles ont échoué soit parce que les jeunes gens sélectionnés n'avaient pas été suffisamment motivés, soit parce que la communauté des adultes n'avait pas été convenablement intéressée, soit parce que des éléments importants du programme n'avaient pas été suffisamment étudiés (terres, crédit, gestion, commercialisation, vulgarisation, etc...). De la même façon, de nombreux jeunes ayant reçu une formation technique qui pourrait leur permettre d'exercer une activité indépendante, individuellement ou collectivement, ne reçoivent pas les éléments de formation aux techniques de gestion et l'aide de services de soutien dont ils auraient besoin pour devenir actifs. Lorsque les éléments mentionnés ci-dessus (formation aux techniques de gestion, crédit, terres, services de vulgarisation) existent, dans la plupart des cas ils ne peuvent bénéficier aux jeunes faute d'une politique d'orientation desdits services vers les besoins spécifiques des jeunes, ou en raison de réglementations restrictives à l'égard des mineurs, ou encore pour les deux motifs.

79. Pour ces raisons, les activités économiques des jeunes restent dans la plupart des cas au niveau de l'enseignement ou au niveau expérimental - jeunes gens qui élèvent des volailles dans la cour de la maison familiale, groupes de jeunes qui fabriquent des objets artisanaux qu'ils essaient de vendre pour procurer des fonds à leur club. Ces programmes ont rarement atteint le stade où ils constitueraient une activité satisfaisante et relativement sûre, procurant aux jeunes qui y participent une source de revenus suffisante (pour répondre à ce problème, un certain nombre d'établissements de formation professionnelle ont créé leur propre unité de production pour leurs anciens élèves sur les lieux mêmes de l'établissement. Ceci ne peut cependant répondre qu'aux besoins d'un nombre limité d'élèves).

80. Sur une plus grande échelle, les gouvernements africains ont remis en question dans leur ensemble les stratégies de développement adoptées par la plupart des pays africains, et ont décidé de leur donner une nouvelle orientation dans la "Déclaration d'engagement de Monrovia des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre pour réaliser l'autosuffisance nationale et collective dans le domaine économique et social en vue de l'instauration d'un Nouvel ordre économique international".

81. Les nouveaux objectifs de "développement et de croissance économique rapides, autosuffisants et auto-entretenus" doivent être réalisés par la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, dans lequel les chefs d'états et de gouvernement formulent, dans le préambule, les "principes directeurs fondamentaux", qui s'appliquent dans une large mesure à la situation des jeunes et aux futures politiques nationales en faveur de la jeunesse (Par. 14):

"(a) les immenses ressources de l'Afrique doivent être mises en valeur principalement pour satisfaire les besoins et réaliser les objectifs de ses peuples;

"(b) Il convient de mettre fin à la dépendance quasi-totale de l'Afrique ou l'ère des exportations de matières premières. Ainsi donc, la croissance et le développement de l'Afrique doivent être basés sur une combinaison constituée par les

importantes ressources naturelles de l'Afrique, ses ressources en matière d'entreprises, d'administration et de techniques et ses marchés (restructurés et étendus), afin de servir l'ensemble de ses populations. Par conséquent, l'Afrique doit élaborer sa propre stratégie de développement et doit résolument s'atteler à sa mise en oeuvre;

"(c) l'Afrique doit cultiver la vertu de l'auto-suffisance. Ceci ne signifie pas que le continent doit faire fi de toutes les contributions extérieures. Néanmoins, ces contributions en provenance de l'extérieur ne doivent servir qu'à soutenir nos propres efforts, et ne doivent pas constituer la principale partie de notre développement;

"(d) En raison de la nécessité de réaliser une auto-suffisance accrue, l'Afrique doit mobiliser toutes ses ressources matérielles et humaines en vue de son développement;

"(e) Nos Etats, doivent chacun entreprendre toutes les activités économiques, sociales et culturelles susceptibles de mobiliser toutes les forces de nos pays et s'assurer que tous les efforts consacrés au développement et tous les bienfaits qui en résultent sont équitablement partagés;

"(f) Il conviendrait que tous les efforts visant à l'intégration économique de l'Afrique soient poursuivis avec une détermination renouvelée afin de créer à l'échelle continentale un cadre pour la coopération économique si nécessaire à un développement reposant sur l'auto-suffisance collective".

82. Le Plan d'action de Lagos, dans son paragraphe 91, déclare que "l'atout majeur de l'Afrique étant constitué par ses ressources humaines, la mobilisation pleine et entière et l'utilisation efficace de la main-d'oeuvre (hommes, femmes et jeunes, formés ou non) devraient être un instrument de premier ordre au service du développement national et du progrès social"; la jeunesse est aussi directement visée, dans le paragraphe 108 qui est ainsi rédigé: "L'augmentation des chances d'obtenir des revenus et des emplois rentables pour les jeunes et ceux qui quittent l'école devrait être l'un des principaux objectifs des activités de développement dans tous les secteurs de production et de service. Une telle politique devrait être renforcée par des **compétences** réelles et des programmes de formation en gestion dans le secteur non officiel en particulier des activités du secteur économique non organisé dans la périphérie urbaine".

83. Les nouvelles stratégies de développement ne devraient pas seulement réorienter le développement vers la satisfaction des besoins des populations, elles devraient aussi créer un environnement économique plus ouvert à l'utilisation des compétences, de la créativité et de l'énergie des jeunes, en vue d'exploiter les ressources locales et planifier cette utilisation dans le cadre d'un programme intégré de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines.

84. On disposerait ainsi d'une plateforme pour réévaluer la place et le rôle des jeunes dans tous les secteurs du développement qui représenterait la première étape de l'élaboration d'une politique nationale en faveur de la jeunesse et de ses différentes composantes sectorielles.

85. Santé: On considère généralement que le groupe d'âge compris entre 15 et 24 ans est le groupe qui bénéficie de la meilleure santé dans la société. Ayant survécu à la sélection naturelle souvent considérable qui s'opère parmi les jeunes enfants en raison de la malnutrition et des maladies, ce groupe ne constitue généralement pas un groupe prioritaire pour les services médicaux qui dirigent leurs efforts en premier lieu vers les enfants de moins de 5 ans. Une priorité aussi évidente ne saurait être remise en question.

86. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe pas certains domaines spécifiques de la santé où la situation et le rôle des jeunes ne soient très importants. Ces principaux domaines sont les suivants:

(a) Education générale en matière de santé - à la fois à travers des circuits d'enseignement de type classique et des circuits extra-scolaires;

(b) Education en matière de population et de parenté responsable - c'est-à-dire en matière de vie familiale - ce domaine est capital pour le groupe d'âge qui entre dans la période procréatrice et dont une forte proportion a déjà fondé une famille. Ce type d'éducation est capital à la fois du point de vue de la santé et du point de vue démographique.

37. L'amélioration générale des conditions sanitaires en Afrique 40/ (espérance de vie à la naissance: 1950/55: 37,3 ans; 1975/80: 48,6 ans; 1995/2000: 57,8 ans; 2020/25: 67,2 ans) a eu pour conséquence un taux élevé de croissance démographique à une époque où l'organisation sociale qui, traditionnellement, prenait soin des enfants, s'est affaiblie, et où un nouvel environnement se crée, particulièrement dans les zones urbaines, dans lequel sont élevés les enfants. De nombreux jeunes qui quittent leurs villages pour la ville, perdent en même temps l'assistance et la protection de leur famille et doivent affronter de nouvelles situations auxquelles ils ne sont pas préparés. Le taux croissant de grossesses parmi les adolescentes célibataires est un des symptômes les plus préoccupants de la rupture du système d'éducation familiale et du processus de socialisation traditionnels. Les conséquences sont graves à la fois sur le plan de la santé physique - les grossesses précoces constituant un risque pour la santé - et sur le plan de la santé morale, car la jeune fille risque de ne recevoir aucune assistance de la part du père putatif et se retrouve seule à régler son problème, par ses propres moyens.

88. Naturellement, la situation varie considérablement d'un pays africain à l'autre, selon les caractéristiques culturelles et religieuses, le degré d'urbanisation, etc. La famille africaine constitue encore, dans la plupart des cas, un système solide où l'enfant est accueilli avec joie. Mais il y a de plus en plus de situations (dans le cas de forte urbanisation et d'extrême pauvreté par exemple) où le système ne fonctionne plus - et certains pays ont déjà adopté ou envisagent d'élaborer une législation sur l'adoption qui n'était pas considérée comme nécessaire auparavant. Enfin, dans certains pays, le développement des maladies vénériennes donne à ce problème une autre dimension sur le plan de la santé. Pour répondre à cette situation, un solide programme d'information, d'éducation et d'assistance doit être mis en place et s'adresser à l'ensemble de la population, mais en mettant l'accent plus spécialement sur le groupe le plus vulnérable: les adolescentes et les adolescents.

40/ Source: United Nations Demographic Indicators of Countries. op.cit.

89. De nombreux pays ont mis en place certains éléments de ce programme, soit dans les écoles, soit par l'intermédiaire des services d'éducation sanitaire du Ministère de la santé ou affaires sociales. De nombreuses organisations non-gouvernementales participent également à ces actions. Toutefois, de nombreux obstacles doivent souvent être surmontés en raison de facteurs culturels ou religieux: "Le débat sur l'éthique de la répartition des services relatifs à la planification de la famille et au développement est plus que jamais d'actualité, mettant en jeu des comportements sociaux, des susceptibilités religieuses et des préjugés inexpliqués. La principale question est de savoir à qui doivent s'adresser ces services ..." ^{41/}. En outre, ces actions sont souvent isolées et manquent de principes directeurs et de ressources. La Troisième conférence des ministres africains des affaires sociales, qui s'est tenue à Addis Abéba en 1980, a recommandé aux Etats membres de "concevoir, élaborer et mettre en oeuvre des politiques démographiques et familiales adaptées aux réalités de leurs pays ..." ^{42/}.

90. Une politique en faveur de la jeunesse devrait refléter de telles orientations et devraient instituer une concertation entre les différents ministères concernés (santé, éducation, affaires sociales, jeunesse, etc...), les institutions bénévoles et les organisations de jeunes, en vue d'éduquer et de conseiller les jeunes dans ces domaines.

91. La nutrition est également capitale en ce qui concerne la santé des jeunes. L'adolescence est la période où le développement physique du corps est le plus important et où l'individu a besoin d'une nourriture appropriée. Pour de nombreux adolescents, le problème nutritionnel que connaissent généralement les populations africaines est aggravé par leur migration vers la ville. Le type de nutrition équilibrée qu'ils connaissaient dans leur famille est souvent remplacé par un choix aléatoire de nourritures bon marché ou attractives qu'ils trouvent à la ville. Pour répondre à cette situation, il est nécessaire de développer l'éducation en matière de préparation des aliments, de connaissance des besoins nutritionnels spécifiques des différents membres de la famille, et de conservation et de stockage des aliments, afin de préparer les jeunes à utiliser efficacement les ressources alimentaires de leur famille.

92. La participation des jeunes ne se situe pas seulement au niveau de l'utilisation des services de santé, mais aussi de la contribution importante qu'ils peuvent apporter au développement de ces services, à la fois dans les zones urbaines et dans les zones rurales. De nombreuses organisations de jeunes en Afrique ont organisé des activités telles que la culture de jardins potagers pour améliorer la nutrition, l'amélioration de l'environnement sanitaire par la fourniture d'eau potable la construction de latrines, le nettoyage de rues et des villages, la participation aux campagnes anti-paludéennes ou à d'autres campagnes de santé, la construction de cliniques ou de dispensaires dans les villages, etc...

^{41/} Family Welfare and Development in Africa, Addis Abéba, UNECA (Division du développement social), mars 1977, p.45.

^{42/} Rapport de la Troisième conférence des ministres africains des affaires sociales, Addis Abéba, UNECA (E/CN.14/785), 1980.

93. Toutefois ces activités résultent souvent d'initiatives locales (de la part d'un enseignant ou d'une organisation de jeunes), ont une portée limitée et souffrent souvent du manque de coordination et de planification. Dans ce domaine également, une politique nationale en faveur de la jeunesse devrait mettre en place un mécanisme de planification et de coordination en vue d'assurer une participation plus importante et plus efficace des jeunes à la politique de soins de santé primaire telle qu'elle a été définie dans la Déclaration d'Alma-Ata et qui constitue la politique de base en matière de santé et de développement.

94. Environnement et habitat. C'est dans les centres urbains que les problèmes d'environnement affectent le plus les jeunes. Ces problèmes sont à la fois physiques et sociaux.

95. La plupart des centres urbains en Afrique ont connu une croissance extrêmement rapide et incontrôlée au cours des décennies passées en raison de l'exode rural massif; et en premier lieu de la migration des jeunes ^{43/}. La concentration des services dans les zones rurales a favorisé le processus d'exode rural, qui en retour a eu pour conséquence une plus grande demande de services, créant ainsi un cercle vicieux qu'il est difficile de briser.

96. Cette situation pose un dilemme aux responsables de l'élaboration d'une politique en faveur des jeunes. Tout en déclarant prioritaires les zones rurales, où habitent la plupart des jeunes et où se trouvent les plus importantes ressources potentielles pour l'emploi des jeunes, ils doivent en même temps prendre en considération la situation de la jeunesse urbaine qui est soumise aux plus grands dangers et aux pires difficultés.

97. Les principales villes africaines se composent en grande partie d'habitations précaires, surpeuplées, dépourvues le plus souvent des services et équipements sanitaires de base tels que latrines, égouts, ramassage des ordures, etc... La plupart des jeunes qui viennent des villages résident dans ces zones. Ils partagent avec les autres groupes de la société les dangers considérables que de telles conditions représentent pour la santé. Cependant, en ce qui concerne la jeunesse, le plus grand danger est celui que crée l'environnement social. La concentration de jeunes privés de conseils, d'activités intéressantes et de ressources financières crée un environnement propice à la criminalité, dans lequel les jeunes sont à la fois acteurs et victimes. L'oisiveté, la frustration, la nécessité de survivre dans un environnement hostile et la pression qu'exercent les jeunes déjà délinquants sur les nouveaux venus, créent des conditions favorables à la délinquance des jeunes - du simple larcin à des délits plus sérieux et même à la violence. Les jeunes filles sont particulièrement vulnérables et ont souvent recours à la prostitution comme moyen d'existence.

98. Il convient de noter que de nombreux jeunes qui viennent à la ville pour des raisons légitimes telles que suivre des cours dans un établissement d'enseignement ou de formation ou trouver un emploi, rencontrent souvent des difficultés considérables pour trouver un logement convenable, et il existe un énorme besoin en matière de résidence pour étudiants ou pour jeunes travailleurs, en particulier, pour jeunes filles

^{43/} Voir annexe.

(le problème de l'exiguïté des logements dans les cités universitaires et des effets néfastes sur le moral des étudiants et sur leurs études a été soulevé par la Conférence des Directeurs, Présidents et Recteurs d'établissements d'enseignement supérieur tenue à Addis Abéba en janvier 1981). Les organisations bénévoles en particulier religieuses, essaient d'aider à résoudre ce problème en construisant des bâtiments tels que les auberges de jeunesse, pour tous les jeunes y compris les étudiants. Ici encore, les initiatives privées apportent une importante contribution mais ne peuvent répondre à la demande croissante.

99. Un autre problème d'environnement dû à la croissance sauvage des villes est le manque d'installations sportives et de lieux de détente et de distraction.

100. Tous les problèmes qui viennent d'être soulevés nécessitent des décisions politiques dans le cadre d'une politique en faveur de la jeunesse. Certaines, comme l'installation de lieux de distraction dans la planification urbaine ou la fourniture d'équipements dans les espaces verts existants, peuvent être relativement faciles à formuler. D'autres, qui impliquent des investissements en capital considérables et des frais de fonctionnement généralement élevés, doivent être calculés en fonction des autres secteurs prioritaires concernant la jeunesse, comme celui de la jeunesse rurale, qui viendra grossir le problème des zones urbaines si on ne lui accorde pas l'attention nécessaire.

101. Il existe enfin un autre aspect des rapports entre la jeunesse et l'environnement: il s'agit de la contribution que les jeunes peuvent apporter à la protection et à l'amélioration de l'environnement. La première Conférence intergouvernementale sur l'éducation en matière d'environnement (Tbilisi, URSS, 1977), organisée par l'UNESCO en collaboration avec le PNUE a recommandé que les gouvernements incorporent dans leur système d'enseignement des activités et questions relatives à l'environnement 44/.

102. Cette recommandation devrait être étendue à toutes les formes d'éducation, de type classique ou extra-scolaire, et le rôle de la jeunesse dans ce domaine devrait faire partie d'une politique en faveur de la jeunesse aussi bien que d'une politique en matière d'environnement.

103. Il convient de noter qu'en fait, de nombreux programmes en Afrique font déjà participer les jeunes aux activités en matière d'environnement (comme les campagnes de lutte contre la désertification ou les campagnes d'assainissement). Il s'agit, là encore, d'adopter une approche plus systématique et mieux coordonnée.

104. Sports, loisirs et activités culturelles: Les sports ont une double nature qui a souvent conduit les gouvernements à adopter une attitude ambiguë. Le sport, en tant qu'activité éducative et récréative, est considéré comme un élément important du développement des jeunes, mais cet élément ne reçoit généralement qu'une faible priorité dans les programmes de planification du développement et dans les budgets des gouvernements par rapport à d'autres secteurs prioritaires plus urgents.

44/ "Environmental Education in the light of the Tbilisi Conference", UNESCO, Education on the move

105. D'un autre côté, le sport est aussi un élément important de prestige, et de nombreux gouvernements se sentent obligés de financer la participation des athlètes nationaux et des équipes nationales aux compétitions internationales. Le coût élevé de cette participation a souvent pour résultat de consacrer les ressources limitées destinées au sport à quelques individus doués. Lorsque le budget des sports est confondu avec les budgets d'autres activités comme c'est souvent le cas dans le cadre des Ministères de la jeunesse et des sports, le budget des sports a tendance à absorber une part importante de l'allocation totale des fonds.

106. De nombreux gouvernements ont créé des départements ou des ministères pour s'occuper des sports, généralement associés aux activités relatives à la jeunesse et quelquefois aux activités culturelles. Le rôle principal de ces départements ministériels est en général de réglementer les activités sportives conformément aux normes internationales, de financer la création et l'existence de diverses fédérations sportives, d'aider à construire les infrastructures importantes, d'aider à organiser les compétitions nationales et d'établir des relations internationales en vue à la fois des compétitions et de la coordination technique, etc...

107. De nombreux pays ont inscrit l'éducation physique et sportive dans leurs programmes d'enseignement et dans leurs programmes de formation d'instituteurs et de professeurs. Certains forment des professeurs spécialisés au niveau de l'enseignement secondaire. Dans ce domaine encore, la politique est souvent guidée par les contraintes financières. Lorsque les gouvernements ne peuvent se le permettre le relai est souvent assuré par des professeurs volontaires qui entraînent leurs étudiants.

108. Le développement du sport en Afrique mériterait de recevoir une attention particulière dans deux domaines. La première démarche consisterait à faire revivre ou à promouvoir les sports et jeux traditionnels qui ont souvent été négligés au profit des sports internationaux. La valeur culturelle d'une telle démarche ne saurait être remise en question. Le second aspect concerne la production locale de matériels et d'équipements sportifs sur une base commerciale, en employant si possible une main-d'oeuvre jeune. Filets pour le football, ballons de basket ou de volley-ball sont souvent importés à des coûts très élevés alors qu'ils pourraient être fabriqués avec des matériaux locaux. D'autres éléments pourraient être fabriqués à l'échelon sous-régional ou régional. Des emplois seraient ainsi créés et les coûts réduits.

109. Les activités récréatives bénéficient généralement d'un rang de priorité encore plus faible que le sport. Elles sont organisées essentiellement par des organisations privées de jeunes ou par des clubs de jeunes, avec quelquefois une assistance de l'Etat qui aide à former les dirigeants et fournit une partie des équipements. Certains gouvernements ont par ailleurs créé des maisons ou centres de jeunes dans les zones rurales. Toutefois, le coût des équipements, du matériel et du personnel qualifié nécessaires au fonctionnement de ces centres constitue généralement un obstacle majeur à leur bon fonctionnement et, en dehors de réunions ou de bals occasionnels, ces centres restent généralement inactifs. Lorsqu'ils fonctionnent sur des fonds privés, les maisons de jeunes sont souvent plus efficaces, mais leur nombre est limité pour des raisons financières.

110. La plupart de ces programmes sont organisés dans les centres urbains, et le nombre de jeunes qui en bénéficient est très faible.

111. Dans les zones rurales, les activités pour jeunes sont encore plus rares, sauf lorsqu'une organisation nationale de la jeunesse a été créée, offrant des structures et un encadrement aux activités des jeunes au niveau du village. Une telle structure grâce à une mobilisation des fonds à tous les niveaux, permet généralement d'organiser un certain nombre d'activités récréatives et culturelles dans les zones rurales.

112. Dans certains pays, des organisations traditionnelles ont survécu et des efforts sont fait pour les renforcer et les adapter aux besoins de la jeunesse actuelle (Samaria au Niger ou Naam en Haute Volta par exemple). Entre autres avantages, ces organisations offrent un potentiel important pour le développement d'activités récréatives et culturelles selon des formes traditionnelles mais qui permettent néanmoins l'expression de facultés créatrices et innovatrices.

113. De nombreux gouvernements s'efforcent d'aider la musique et les danses traditionnelles et certains encouragent même l'organisation de festivals culturels aux niveaux national ou provincial. Ces activités ont une valeur indéniable mais ne fournissent pas toujours l'animation continue dont les jeunes ont besoin à longueur d'année afin de donner une autre dimension à la vie du village. La promotion de troupes culturelles pour distraire les communautés villageoises offrirait des possibilités d'emploi aux jeunes.

114. Dans les zones urbaines, à l'exception des jeunes qui sont scolarisés dans des établissements d'enseignement secondaire ou des étudiants de l'enseignement supérieur et des rares jeunes ayant quitté l'école qui sont membres d'une organisation de jeunes, les distractions sont essentiellement dans la rue, dans les bars et, à l'occasion, dans les cinémas. C'est un fait que la ville offre beaucoup plus de possibilités de distraction que le village, et c'est d'ailleurs un des facteurs qui favorisent l'exode rural, cependant le problème est celui de la qualité et de l'adéquation de ces distractions.

115. Le manque de distractions adéquates dans les zones urbaines est souvent considéré comme un des facteurs qui contribuent à conduire les jeunes vers la délinquance.

116. Tendances à la délinquance et prévention: L'augmentation rapide de la délinquance juvénile et de la criminalité est un des indicateurs les plus significatifs de la marginalisation croissante des jeunes, conséquence de la crise économique et sociale que connaissent les sociétés africaines dans une période de mutation rapide.

117. Lors de la Réunion préparatoire sur la prévention du crime et la lutte contre la délinquance dans la région africaine ^{45/}, les participants, après avoir constaté l'inexistence ou l'insuffisance des systèmes de collecte des données et, en conséquence, l'impossibilité de rassembler et d'analyser les statistiques et les tendances, ont remarqué que "malgré ces obstacles importants, les pays du continent africain avaient pu constater les changements considérables qui s'étaient

^{45/} Voir document de l'Assemblée générale des Nations Unies A/CONF 87/BP/4 du 16 janvier 1979 p.11

produits en matière de criminalité au cours des dernières décennies, ces changements étant si évidents qu'il n'était pas nécessaire de disposer de méthodes statistiques perfectionnées pour en prouver l'existence. Ces changements étaient liés aux profondes modifications politiques, sociales et économiques qui avaient balayé le continent africain. La fin du colonialisme avait déclenché une évolution économique et sociale rapide qui devait avoir des effets sur la structure de la criminalité. Un des effets secondaires du développement économique, observé à peu près universellement, était l'exode rural et, avec lui, la perte du pouvoir des organes locaux de contrôle social, en particulier de la famille étendue, qui influençait les comportements de façon bénéfique".

118. Les participants à la réunion ont également constaté la substitution d'idéologies importées aux valeurs traditionnelles et l'effet négatif des moyens de communication de masse. Les pénuries dues à la lenteur du développement économique ont conduit à divers crimes et délits et "par dessus tout, à une délinquance juvénile largement répandue chez les jeunes livrés à eux-mêmes dans les villes tentaculaires".

119. Le type de crimes et délits commis par les jeunes reflètent à la fois l'aspect économique et l'aspect social des causes de la délinquance juvénile. Les larcins et les vols constituent de loin, la catégorie la plus importante, suivie par des délits plus graves comme les vols avec effraction et les attaques de banque. Ces délits s'accompagnent de plus en plus souvent d'actes de violence, lorsque le sentiment de frustration s'ajoute à la pression économique. Les crimes sexuels sont aussi en augmentation, probablement comme conséquence de la rupture du système de contrôle social et de la disparition des tabous culturels.

120. La plupart des crimes et délits sont le fait des garçons et sont commis le plus souvent dans les agglomérations urbaines. Dans les zones rurales, en raison du chômage et de l'oisiveté, un nombre croissant de jeunes gens se rassemblent pour boire, et la consommation excessive d'alcool par les jeunes devient aussi un problème de plus en plus préoccupant, d'autant plus qu'il conduit souvent à la violence. Bien que le problème de l'absorption de drogue ne soit pas de première importance en Afrique, il ne faudrait pas l'ignorer totalement. Il existe des cas d'utilisation d'herbes ou d'inhalation de vapeurs d'essence ou de colle (généralement parmi les enfants des écoles).

121. La criminalité semble affecter les jeunes quel que soit leur niveau d'instruction. Dans un article sur la "criminalité dans les pays africains", le professeur Eric Paul Kibuka constate que "les tendances générales de la criminalité en Afrique, dans la mesure où elles peuvent être rattachées à la situation socio-économique examinée ci-dessus, peuvent être résumées comme étant la conséquence de la grave situation du système de propriété et du chômage prévalant dans les pays africains qui se caractérisent par un surplus de main-d'oeuvre"; il mentionne à cet égard "la présence de nombreux jeunes qui n'ont pas d'emploi rémunérateur, dont certains ont reçu une **instruction** de haut niveau (certains d'entre eux ayant un diplôme universitaire), mais qui ne sont pas intégrés aussitôt dans le marché de l'emploi. Certains de ces jeunes expliquent leur délinquance par la nécessité de survie économique dans des situations de répartition inégale de la richesse et du pouvoir" 46/.

122. Compte tenu des racines sociales et économiques de la délinquance, les participants à la réunion régionale ont "souligné leur préférence pour une stratégie à long terme de prévention de la criminalité qui reposerait sur la transmission et la mise en valeur des vertus civiques et sociales plutôt que pour une stratégie qui compterait uniquement sur l'application des lois", et ont "exprimé une nette préférence pour une justice en faveur des jeunes - dans le sens d'une justice sociale et économique pour l'enfant et sa famille". La justice pour jeunes délinquants était considérée comme une intervention nécessaire dans le cas d'échec individuels seulement; la prévention de la délinquance juvénile devant constituer une priorité 47/.

123. La meilleure prévention de la délinquance juvénile consistait donc à mettre l'accent sur la justice économique et sociale et le développement, sur le renforcement du rôle essentiel de la famille dans la transmission des valeurs et sur la formation des jeunes à leur rôle de constructeurs de la nation, dans quelque capacité que ce soit. Relevant que "dans les zones rurales, il n'y avait pratiquement pas de délinquance notable", les participants à la réunion ont souligné la nécessité de garder les jeunes dans les zones rurales et, par conséquent, de rendre la vie rurale plus attractive. Ils ont mentionné les expériences particulièrement réussies de certains pays qui ont mis en oeuvre des programmes de formation professionnelle des jeunes associée à leur participation à la reconstruction du pays.

124. Enfin, les participants ont souligné la nécessité d'une approche coordonnée entre toutes les institutions concernées par la prévention de la délinquance et l'administration responsable de la justice pénale, et ont mentionné l'expérience positive des pays qui avaient institué une telle coordination entre les ministères de la justice, de l'intérieur, de la planification, des affaires sociales, de l'éducation, de la santé et de la défense, ainsi que la nécessité d'une participation populaire, au niveau local de planification et de mise en oeuvre.

V. Politiques nationales et programmes nationaux en faveur de la jeunesse:
Situation actuelle

125. Depuis longtemps, les gouvernements se sont préoccupés de la dégradation de la situation des jeunes et ont essayé une grande variété de programmes afin d'y remédier. Parallèlement à leurs efforts, un concept de politique en faveur de la jeunesse s'est développé, qui comprend deux principaux domaines:

- (a) Les actions en vue de remédier au problème du chômage des jeunes;
- (b) La participation des jeunes aux projets de développement, en vue, à la fois, de leur contribution socio-économique et de leur propre éducation civique.

126. Les gouvernements ont aidé et encouragé de nombreux autres types d'activités, dans les domaines de l'enseignement extra-scolaire, de la culture, des loisirs et des sports. Des organisations bénévoles de jeunes ont également joué un rôle de premier plan dans ces domaines. Toutefois, la plupart de ces activités ont été organisées dans le cadre des établissements d'enseignement, elles constituent le plus souvent un prolongement de la politique en matière d'enseignement (les clubs de scouts et de jeunes fermiers, par exemple, sont dans la plupart des cas des programmes basés sur l'école), et elles souffrent souvent de n'avoir pas pu se détacher

47/ Voir Document A/CONF/37/EP/4, op. cit. p. 14 et 18.

des modèles importés afin de s'adapter à la réalité africaine. Elles souffrent aussi du manque de ressources. Pour ces différentes raisons, bien que ces activités contribuent en général valablement à l'éducation des jeunes qui en bénéficient, leur incidence sur la situation de la jeunesse dans son ensemble reste limitée. La politique des gouvernements dans ces domaines a consisté à promouvoir une coordination entre les différentes organisations bénévoles, et à leur fournir une assistance sous différentes formes: formation de dirigeants, équipements, financement de projet, etc.

127. La mobilisation des jeunes comme agents du développement a pris différentes formes: élèves des écoles travaillant sur des projets de leur communauté pendant les week-ends ou pendant les vacances scolaires; camps de travail pendant les vacances réunissant des jeunes des différentes parties du pays afin de travailler sur un important projet (construction d'école ou de dispensaire, irrigation, approvisionnement en eau, reboisement, etc.); mobilisation générale des jeunes personnes instruites dans le cadre des campagnes d'alphabétisation; institution d'un service pour les diplômés de l'enseignement secondaire ou pour les étudiants de l'enseignement supérieur dans les différents secteurs du développement, en tant qu'élément du système d'enseignement, etc...

128. Dans la mesure où de tels programmes étaient bien organisés et où les jeunes qui y participaient avaient été suffisamment consultés et motivés, ces programmes se sont avérés très valables pour élever la prise de conscience des jeunes de leurs responsabilités civiques et leur donner le sens de l'accomplissement d'une tâche.

129. Toutefois, ces programmes ont souvent été réalisés sur une petite échelle, faute d'une stratégie, bien définie et d'une approche coordonnée, et n'ont fait appel qu'à une faible proportion des jeunes ayant reçu une instruction. Les programmes destinés à résorber le chômage des jeunes sont également très divers. Ils peuvent être regroupés en différentes catégories.

130. (i) Programmes d'enseignement: Programmes destinés à réinsérer les jeunes dans un cycle d'enseignement général: cours du soir, cours par correspondance, ou à fournir aux jeunes qui n'ont reçu aucun enseignement général une alphabétisation et une formation générale de base.

131. (ii) Programmes de formation: Ils sont destinés à faire acquérir aux jeunes les compétences techniques de base qui les aideront à améliorer leur productivité en agriculture (formation des jeunes agriculteurs), ou à être mieux préparés pour obtenir un emploi dans le secteur privé ou dans le secteur public, ou pour exercer une activité indépendante. Ces programmes sont généralement offerts aux jeunes qui ont déjà un niveau minimum d'enseignement général. Ils se fondent sur l'hypothèse que la formation professionnelle dispensée suffira à assurer une activité professionnelle à une proportion raisonnable des jeunes qui auront été formés.

132. (iii) Programme composés (enseignement, formation et production): Il existe des programmes à petite échelle réalisés autour d'un atelier (charpente, menuiserie, mécanique, confection, etc.) ou autour d'un groupe (groupe de jeunes se réunissant dans un centre communautaire ou dans une maison de jeunes pour apprendre à fabriquer des objets artisanaux et les vendre) et des programmes à grande échelle: service national pour la jeunesse, services civiques, brigades de jeunes, corps de jeunes, etc... Ces programmes regroupent généralement des jeunes au sein d'un établissement où pendant un an ou deux ils suivront un programme d'enseignement général et civique et apprendront différentes techniques, orientées le plus souvent vers les activités des zones rurales (agriculture, élevage, mécanique agricole, techniques de base de la charpente et de la maçonnerie, etc.), tout en participant effectivement à la production. Certains de ces programmes dépendent des autorités militaires et sont soumis à la discipline militaire. La plupart de ces programmes essaient de fournir à leurs participants une forme d'assistance à l'issue du programme, soit en leur offrant des emplois préférentiels dans certains services publics ou en les aidant à trouver une place dans le secteur privé, soit en les aidant à fonder leur propre exploitation agricole ou unité de production. En raison de leur grande diversité, et des limites dans lesquelles doit se tenir ce document, il n'est pas possible de pousser l'étude au-delà d'une évaluation générale de ces programmes.

133. Il faut rappeler que la plupart de ces programmes ont été mis en place dans les années 60 et à cette époque portaient le grand espoir qu'ils fourniraient la réponse au problème du chômage des jeunes, en même temps qu'ils mobilisaient les jeunes en vue du développement de leur pays nouvellement indépendant et qu'ils contribuaient à l'unité nationale.

134. Une étude de la situation actuelle, effectuée par le Conseiller interrégional des Nations Unies pour la jeunesse (M. Bazinet) montre que même les programmes solidement structurés et qui sont encore dynamiques n'ont cependant pas réussi à se développer. Ils ne touchent qu'une faible partie des jeunes chômeurs qui ont quitté l'école et auxquels ils sont destinés. Le nombre d'inscrits se situe généralement entre quelques centaines et 2000 par an. Par exemple: le Service national pour la jeunesse (Kenya): 1000-2000/deux ans; le Service civique (Côte d'Ivoire): 1350/an; le Service national pour le développement (République-Unie du Cameroun): 1000/deux ans; la Promotion rurale (Mali): 1000/deux ans; les Brigades du Botswana: 1700/trois ans; par ailleurs, les jeunes qui ont suivi ces programmes ne trouvent pas tous un emploi ou leur place dans la vie économique à l'issue du programme (parfois même, seule une minorité arrive à se placer). Un certain nombre de ces programmes ont disparu. D'autres sont dans un demi-sommeil pendant qu'ils font l'objet d'une réévaluation.

135. Les raisons de cette situation sont très diverses. On peut mentionner entre autres:

(a) L'investissement élevé en capital de ces établissements;

(b) Le contraste entre la situation des jeunes à l'intérieur de l'établissement et la situation à laquelle ils doivent faire face à l'issue de leur formation, lorsqu'ils tentent de subvenir à leurs besoins, même lorsque les établissements assurent un service de placement. De tels établissements, malgré leur orientation pratique, ne correspondent pas aux réalités, et, en raison de leur dimension et de

leurs ressources, peuvent trouver des solutions faciles qui seraient inaccessibles à un individu. En outre, ils sont installés loin de la communauté dans laquelle les jeunes devront retourner travailler. Pour ces raisons, ces programmes préparent rarement la communauté à intégrer le nouveau type de jeunes agriculteurs qu'ils ont formés;

(c) Ils n'ont aucune influence sur la situation générale de l'agriculture en tant que secteur défavorisé de l'économie, sur le travail agricole en tant que profession pénible et peu rémunératrice, sur la vie dans les zones rurales qui sont dépourvues de la plupart des services et commodités qui existent dans les villes.

136. (iv) Programmes basés sur la communauté: Ce type de programme se compose des mêmes éléments: enseignement général, formation sociale et professionnelle. Toutefois, ils ne sont pas seulement organisés au sein de la communauté, ils associent à ces programmes la communauté toute entière, de différentes façons: en donnant aux dirigeants de la communauté une responsabilité dans l'orientation, le contenu et la supervision du programme; en intégrant au programme les structures traditionnelles des organisations de jeunes lorsqu'elles existent encore et peuvent être adaptées. Ce type de programme est généralement plus récent et en est encore au stade expérimental. Leur aspect le plus intéressant est la façon dont ils intègrent les éléments sociaux, culturels et économiques, et redonnent à la communauté toute entière la fonction d'éducation et de formation des jeunes.

137. L'étude générale qui vient d'être faite des différents types de programmes pour jeunes en Afrique et des politiques dans le cadre desquelles s'inscrivent ces programmes montre que dans la plupart des pays, les politiques en faveur des jeunes, lorsqu'elles existent, s'attachent principalement à résoudre les problèmes des jeunes. Elles sont correctives par nature et sectorielles. Elles conduisent à l'élaboration de programmes "pour les jeunes", considérés comme un groupe plus ou moins indépendant de son environnement social et économique, de programmes qui, étant en marge des principales actions de développement (enseignement de type classique, développement agricole et industriel, etc...) bénéficient d'une faible priorité et de maigres ressources, ce qui ne leur permet pas d'atteindre un grand nombre de jeunes; de programmes qui, faute d'une approche coordonnée et intégrée, n'offrent qu'une partie des éléments qui seraient nécessaires pour permettre aux jeunes de s'intégrer pleinement dans la société, socialement et économiquement.

138. Ces approches rendent souvent difficile la tâche des ministères ou départements ministériels responsables de la jeunesse. Ces ministères ou départements occupent une place très modeste dans les programmes gouvernementaux et reçoivent une très faible part du budget. Même lorsqu'un ministère de la jeunesse a été créé, celui-ci est souvent un ministère mineur, et dispose d'un faible statut par rapport à des ministères créés de longue date comme ceux de l'éducation ou de l'agriculture.

139. Les ministères de la jeunesse reçoivent généralement pour mandat d'élaborer des politiques et des activités qui favorisent la participation des jeunes dans la société et leur contribution au développement. Compte tenu de ce mandat et compte tenu du problème considérable que constituent les masses de jeunes chômeurs descolarisés, ces ministères ou départements ministériels ont adopté diverses options.

140. Dans le but de promouvoir les activités économiques des jeunes chômeurs dans l'agriculture, dans l'artisanat ou dans différents types d'entreprises, les ministères de la jeunesse ont créé des centres de formation professionnelle, des coopératives de jeunes agriculteurs, des projets d'activités indépendantes pour jeunes, des ateliers pour jeunes artisans etc... Les problèmes rencontrés le plus souvent ont été le manque de ressources, qui a maintenu les programmes à une petite échelle, le manque de main-d'oeuvre formée et qualifiée, le défaut d'intégration de ces programmes dans un processus global de développement, les problèmes de commercialisation et la relation entre l'aspect action sociale et l'aspect économique des projets.

141. En dépit d'efforts considérables et souvent remarquables de la part de ces ministères, et malgré le succès de certains groupes ici et là qui ont été capables de faire fonctionner les projets et d'inspirer la motivation nécessaire pour continuer, bien que l'ensemble du programme soit généralement inadéquat - ces programmes n'ont pas atteint leurs objectifs pour trois raisons essentielles: le manque de ressources, le manque de compétence technique, le manque de coordination des politiques.

142. Devant les problèmes qui viennent d'être exposés, les ministères et départements ministériels responsables de la jeunesse ont essayé de mettre en place un mécanisme de coordination qui leur fournirait le soutien nécessaire des autres ministères. Toutefois, ces actions ont généralement été entreprises au stade de la mise en oeuvre ou de l'exécution des programmes. Ce qui signifie que les différents départements ministériels étaient seulement prêts à consentir des efforts spéciaux pour aider le ministère de la jeunesse lorsqu'il leur restait du temps et de l'argent, une fois que leur propre programme avait été exécuté. Les contributions restaient donc marginales et les engagements financiers conditionnels. La coordination aurait été nécessaire au niveau de l'élaboration des politiques et de la planification, chaque département ministériel prenant des engagements fermes dans son propre plan et programme de travail. Ceci ne s'est pas fait, soit parce qu'une telle coordination nécessitait une nouvelle conception de la politique en faveur des jeunes, qui n'existait pas, soit parce qu'elle supposait une ferme volonté politique, qui n'existait pas non plus. Un ministère mineur ne pouvait pas améliorer ses relations en matière de coordination des politiques avec d'autres ministères ayant des traditions beaucoup plus anciennes et des ressources financières et techniques bien plus grandes.

143. La troisième option adoptée par les ministères ou départements ministériels responsables de la jeunesse a été de prendre en charge les secteurs correspondant aux besoins des jeunes qui n'étaient pas inclus dans le programme général d'action du gouvernement, c'est-à-dire, les loisirs, la culture et les sports, la mobilisation des jeunes au service de la communauté et dans le cadre des projets de développement et la coordination entre les organisations de jeunes s'occupant de ces activités. Dans ces domaines, les ministères et départements ministériels responsables de la jeunesse ont une compétence indiscutable et jouent un rôle très utile. Toutefois, il s'agit de secteurs qui bénéficient d'une faible priorité dans la planification du développement par rapport à l'énorme tâche d'éducation et de formation de la nouvelle génération. La conséquence de cette situation est que, bien que la création de tels ministères ou départements ministériels constitue l'expression essentielle d'une politique en faveur de la jeunesse, cette politique n'a qu'une incidence très faible sur la situation générale de la jeunesse.

VI. Principes directeurs pour l'élaboration de politiques et de programmes en faveur de la jeunesse

144. Sur la base de l'évaluation générale proposée ci-dessus de la situation de la jeunesse africaine et des actions entreprises par les gouvernements et par les institutions privées pour satisfaire à la fois les besoins des jeunes et les besoins de la société d'intégrer les jeunes dans ses efforts de développement, on peut proposer pour répondre à cet objectif, que les politiques et programmes en faveur de la jeunesse comprennent quatre composantes:

- (i) Une politique nationale qui définisse la place et le rôle des jeunes dans la société et la responsabilité de la société à l'égard des jeunes;
- (ii) Une réorientation et une coordination des différents programmes sectoriels du gouvernement et du secteur privé afin d'assurer aux jeunes la place qu'ils doivent avoir dans la planification nationale, à la fois en tant que bénéficiaires et en tant qu'agents du développement national;
- (iii) Une structure de coordination à laquelle participeraient les institutions publiques et privées et les représentants des jeunes afin de formuler et d'exécuter ensemble la politique nationale en faveur de la jeunesse;
- (iv) Une structure administrative qui regrouperait les jeunes à tous les niveaux avec deux principaux objectifs: - permettre aux jeunes d'exprimer leurs besoins et aspirations et de participer directement aux décisions les concernant ainsi qu'à l'organisation de leurs propres activités, - fournir une structure aux départements ministériels et au secteur privé pour leur permettre de fournir une assistance coordonnée à ces activités.

145. Nature d'une politique nationale en faveur de la jeunesse: Une politique nationale en faveur de la jeunesse définit la place et le rôle des jeunes dans la société et les responsabilités de la société à l'égard des jeunes. Elle doit donc refléter la philosophie sociale du pays et définir le rôle des jeunes dans le cadre de la culture nationale, entre les traditions dont les jeunes doivent hériter et l'avenir que les jeunes doivent contribuer à construire. Elle doit aussi refléter l'engagement de la société d'aider les jeunes à jouer leur rôle d'acteur principal dans l'évolution de la société.

146. La formulation d'une politique nationale en faveur de la jeunesse doit en conséquence conduire à une réévaluation de tous les aspects du développement social, économique, culturel et politique du pays afin d'assurer que les politiques adoptées tiennent compte de la nécessité d'intégrer les jeunes, et que les programmes qui mettent en oeuvre ces politiques définissent le cadre de leur participation. La déclaration de Monrovia et le Plan d'action de Lagos, en replaçant les gens au centre du développement, montrent la nécessité d'une politique nationale en faveur de la jeunesse et indiquent les principes directeurs d'une telle politique.

147. En raison de l'inter-dépendance entre les différents secteurs du développement et de la nécessité d'une continuité dans la planification, toutes les institutions publiques ou privées concernées doivent coordonner leurs efforts aux différentes étapes du processus de préparation de jeunes, en vue de les amener à s'intégrer pleinement en tant que participants autonomes et responsables dans tous les secteurs, dans le cadre de la planification nationale du développement.

148. Une politique nationale en faveur de la jeunesse est par conséquent différente d'une politique nationale des activités pour jeunes, qui en fait partie, comme en font partie également les différentes politiques sectorielles qui définissent le rôle et la place des jeunes dans l'enseignement et la formation, l'agriculture et le développement rural, la santé et la promotion des soins de santé primaire, le développement du commerce et de l'industrie, la protection et l'amélioration de l'environnement, la promotion et le développement de la culture nationale, la science et la technologie, les organisations communautaires, les syndicats, les institutions politiques, etc..., et dans les différents programmes, lois et règlements qui se rapportent à ces politiques.

149. L'inter-dépendance entre ces différents secteurs, et la nécessité de les intégrer dans une politique nationale en faveur de la jeunesse ont été mentionnées maintes fois dans le présent rapport à l'occasion de discussions sur les insuffisances de nombreux programmes, en raison précisément du défaut d'approche coordonnée et intégrée. Les principaux domaines suivants, par exemple, devront être pris en considération lors de l'élaboration d'une politique nationale en faveur de la jeunesse.

- (i) La jeunesse dans le cadre de la politique de mise en valeur des ressources humaines: Rôles respectifs du Ministère de l'éducation, de l'université et des établissements privés d'enseignement extra-scolaire, dans le cadre d'une politique de développement, coordonnée par l'organisme chargé de la planification et élaborée et mise en oeuvre par les organisations gouvernementales et non-gouvernementales, dans le secteur social et économique;
- (ii) La jeunesse et la promotion de l'emploi: Coordination entre les services de formation professionnelle et la formation de dirigeants, l'orientation vers le monde du travail, l'acquisition d'attitudes, etc...) et les programmes lancés par le secteur public et par le secteur privé en vue de la création de petites industries, de petites entreprises, de coopératives, etc... (y compris tous les services qui s'y rattachent, conseils juridiques et techniques, crédit, etc...).
- (iii) La jeunesse et le développement rural: les jeunes comme élément moteur des services de vulgarisation agricole et des autres services ruraux, la coordination de ces services en ce qui concerne la jeunesse. Le problème de l'accès des jeunes à la terre, au crédit, etc... Les relations entre les jeunes et la communauté et ses institutions (gouvernements locaux, comités de développement des villages, coopératives, etc...). Les organisations de jeunes;

- (iv) La jeunesse et la prévention et le traitement de la délinquance juvénile: Coopération entre les ministères de la justice, de l'éducation, des affaires sociales, de la jeunesse, de la santé, la police, les municipalités, les parents, les femmes, les organisations familiales et les autres organisations de jeunes et organisations privées concernées.
- (v) La jeunesse, la santé et l'éducation en matière de vie familiale: Les rôles des ministères de l'éducation (programme d'enseignement), de la santé (politique, contenu des programmes, matériel et personnel spécialisé), des affaires sociales (orientation communautaire, personnel) du développement rural, des travaux publics (infrastructures, assistance technique), de la jeunesse (mobilisation des jeunes, enseignement extra-scolaire) et toutes les organisations de jeunes et organisations privées concernées.
- (vi) La jeunesse et la culture: "Des dispositions devraient être prises en conséquence pour réviser, renforcer et coordonner les opérations entreprises par les différentes organisations et institutions publiques et privées concernées afin d'élaborer un programme d'action multiple et cependant cohérent en vue d'assurer la transmission de l'héritage culturel, un programme qui soit à la fois respectueux du passé et fondamentalement moderne et qui serait mis en oeuvre aux différents niveaux de la famille, de l'école et de la société, faisant participer les parents, les pouvoirs publics (dont le rôle serait essentiellement de motiver, d'organiser et de coordonner), l'administration scolaire, les organisations de jeunes, etc. 48/.
- (vii) Catégories particulières de jeunes et leurs besoins: Une politique nationale devrait aussi se préoccuper des groupes de jeunes défavorisés et marginaux qui ont des besoins et des problèmes nécessitant une attention particulière et un traitement spécial, pour que ceux-ci puissent participer et être intégrés dans la vie active. Cette catégorie comprend notamment les jeunes femmes et les handicapés.

159. Processus d'élaboration d'une politique nationale en faveur de la jeunesse: En raison de sa nature, une politique nationale en faveur de la jeunesse est à la fois une action à long-terme et un processus continu. Une action à long-terme car il faut du temps pour faire toutes les études nécessaires, et un processus continu car elle doit être constamment évaluée et revue en fonction de l'évolution de la société et de l'économie. Les principales étapes de ce processus sont les suivantes:

1. Recherche et documentation

(a) Définition de la jeunesse et identification des différentes catégories de jeunes dans le pays.

(b) Profil des jeunes dans le contexte social, économique, culturel et politique du pays: démographie, éducation et formation; participation économique (emploi, chômage, sous-emploi; santé; participation sociale, culturelle et religieuse; participation politique; loisirs, sports et distractions; délinquance; attitudes et attentes des jeunes, etc...

(c) Etude des différents programmes gouvernementaux et non-gouvernementaux qui concernent directement ou indirectement les jeunes, et des ressources disponibles de ces programmes (budget, infrastructure, personnel direction, équipements, etc...) ainsi que les catégories et pourcentages de jeunes qui en bénéficient.

(d) Etude des éléments de la politique nationale qui existent déjà et qui peuvent orienter une politique nationale en faveur de la jeunesse: constitution, législation, politique de développement et politiques sectorielles formulées ou implicites dans différents programmes sectoriels; normes internationales adoptées par le pays; déclarations des dirigeants du pays; etc...

2. Analyse et évaluation

Analyse dans le contexte national de la jeunesse, sa situation, ses besoins et ses attentes. Suggestions concernant les nouvelles politiques ou révision des politiques existantes et concernant les nouvelles stratégies et programmes.

3. Formulation de la politique

(a) Déclaration définissant la place et le rôle des jeunes dans la société. Responsabilités de la société et du gouvernement à l'égard des jeunes. Participation responsable des jeunes dans la société.

(b) Formulation des priorités nationales concernant la jeunesse

(c) Formulation des politiques sectorielles, des priorités et des programmes.

(d) Stratégies et structures (à créer ou à revoir) pour la coordination de l'exécution de la politique.

4. Adoption de la politique par le gouvernement

5. Intégration de la politique dans le plan national de développement

6. Mise en oeuvre et exécution de la politique

7. Evaluation de la politique et nouvelle analyse de la situation des jeunes en vue d'un réajustement de la politique

151. Le processus brièvement exposé ci-dessus représente une tâche considérable qu'il est difficile de réaliser dans sa totalité et sous tous ses aspects. Ceci ne devrait cependant pas empêcher le processus de se poursuivre. Par exemple, le fait que les études nécessaires à l'évaluation de la situation des jeunes ne peuvent pas être toutes réalisées ne devrait pas empêcher l'élaboration des politiques et programmes. Mais des efforts constants devraient être faits pour améliorer chaque étape du processus. Pour cette raison, l'élaboration d'une politique nationale a été présenté comme un processus continu.

Structure de coordination pour l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique nationale en faveur de la jeunesse.

152. Il appartient à chaque pays de décider quel type de structure convient le mieux pour entreprendre le processus décrit ci-dessus. Cependant la nature même du processus donne une indication de la structure qui devrait avoir trois fonctions principales:

- (a) Recherche et évaluation;
- (b) Consultation; et
- (c) Coordination intersectorielle.

153. En raison du fait que le processus est continu, cette structure devrait être permanente.

154. La nécessité de faire participer le plus grand nombre possible de secteurs et d'adapter les politiques et programmes aux différentes réalités du pays implique par ailleurs que cette structure devrait avoir des niveaux décentralisés.

155. Le caractère national de la politique et la nécessité de faire participer tous les secteurs à l'élaboration de la politique impliquent enfin que la structure elle-même devrait être placée à un niveau élevé au sein du gouvernement. Le gouvernement devrait ainsi démontrer son engagement politique.

156. Les fonctions de consultation de la structure suggèrent qu'elle devrait comprendre trois types de participants:

- (a) Le gouvernement, par l'intermédiaire des différents ministères et organismes publics concernés.
- (b) La jeunesse, directement représentée par les dirigeants des organisations de jeunes ou par l'intermédiaire de différentes formes de consultation (forums de jeunes, interviews de groupes, enquêtes, etc...).
- (c) Les autres secteurs de la société par l'intermédiaire de dirigeants des différents secteurs de la vie sociale, économique, culturelle et politique du pays et des organismes privés concernés.

157. Cette structure pourrait prendre la forme d'une commission élargie ou d'un réseau de commissions spécialisées coordonnées au sommet par un organe puissant dirigé par une personnalité gouvernementale du plus haut rang.

Nécessité d'une structure administrative pour la jeunesse, et rôle d'un Ministère ou d'un département ministériel responsable de la jeunesse

158. Les jeunes n'étant en majorité affiliés à aucune institution ou membres d'aucun groupe organisé, il est difficile de les atteindre et de leur fournir à la fois la possibilité de participer et une assistance en vue de leur participation.

159. Une structure administrative est donc nécessaire pour rompre l'isolement des jeunes et faciliter la mise en oeuvre de la politique nationale en faveur de la jeunesse par les agents de vulgarisation et les formateurs dans les différents secteurs (enseignement extra-scolaire, agriculture, santé, petites industries, développement rural, etc.).

160. Les formes traditionnelles d'organisations de jeunes devraient, particulièrement au niveau du village, être étudiées, ressuscitées ou adaptées. Lorsque ce n'est pas possible, de nouvelles organisations devraient être créées, en prenant bien soin de ne pas créer ou aggraver le fossé entre jeunes et adultes, mais d'utiliser au contraire ces organisations pour renforcer la coopération entre générations.

161. La structure administrative nationale devrait associer à ses activités toutes les organisations et groupes de jeunes existants, tout en préservant leur identité et leur autonomie.

162. Les jeunes devraient avoir la possibilité de participer à tous les niveaux et devraient occuper des fonctions de direction au sein de cette structure.

163. La structure administrative nationale chargée de la jeunesse devrait être reliée fonctionnellement à la structure nationale de coordination de la politique en faveur de la jeunesse, à tous les niveaux.

A la lumière des suggestions faites ci-dessus, les rôles possibles d'un ministère ou département ministériel chargé de la jeunesse deviennent évidents:

(a) Fournir le support technique et administratif nécessaire pour permettre le bon fonctionnement de la structure nationale de coordination de la politique en faveur de la jeunesse (y compris la recherche et la documentation);

(b) Promouvoir et aider à la création d'une structure administrative pour regrouper les jeunes à tous les niveaux;

(c) Assurer la liaison entre les groupes de jeunes et les agents du développement dans les différents secteurs du gouvernement, particulièrement en vue de promouvoir la participation des jeunes dans le secteur économique.

(d) Promouvoir les activités généralement regroupées sous le nom "d'activités de jeunes" dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport; la mobilisation des jeunes en vue de leur participation aux projets de développement; l'assistance aux organisations privées de jeunes; les relations internationales dans le domaine de la jeunesse.

ECA/SDEHSD/IYY/83/WD.1

VII. APPENDICES

Nombre de jeunes dans la région africaine * (en milliers)

Pays	1975	1980	Augmentation		Augmentation totale	Augmentation en		Augmentation totale	Augmentation en	
				Pourcentage		1980	2000		Pourcentage	
1. Algérie	2,968	3,699	731	24.6	731	3,399	7,544	3,845	103.9	
2. Angola	1,156	1,311	155	13.4	155	1,311	2,354	1,043	79.6	
3. Bénin	570	663	93	16.3	93	663	1,399 m	637	96.1	
4. Botswana	139	162	23	16.5	23	162	319	157	96.9	
5. Burundi	728	823	95	13.0	95	823	1,373	550	66.8	
6. Cap-Vert	64	73	9	14.1	9	73	71	- 2	-2.7	
7. Comores	50	70	11	18.6	11	70	126	56	80.0	
8. Congo	247	283	36	14.6	36	283	517	234	82.7	
9. Côte d'Ivoire	1,279	1,422	152	12.0	152	1,422	2,865	1,443	101.5	
10. Djibouti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
11. Egypte	7,105	8,290	731	24.6	731	8,290	12,690	4,381	52.8	
12. Ethiopie	5,451	6,035	584	10.7	584	6,035	10,542	4,507	74.7	
13. Gabon	91	94	3	3.3	3	94	134	40	42.6	
14. Gambie	90	115	16	15.2	16	115	190	34	73.9	
15. Ghana	1,874	2,199	325	17.3	325	2,199	4,439	2,231	101.5	
16. Guinée	914	913	104	12.8	104	918	1,678	769	82.8	
17. Guinée-Bissau	92	98	6	6.5	6	98	159	51	62.2	
18. Guinée équatoriale	60	67	7	11.7	7	67	116	40	73.1	
19. Haute Volta	1,174	1,393	169	14.0	169	1,393	2,322	1,019	78.2	
20. Jamahiriya arabe Libyenne	453	524	71	15.7	71	524	1,185	661	126.1	
21. Kenya	2,398	2,980	582	24.8	582	2,980	7,424	4,444	149.1	
22. Lesotho	221	247	26	11.8	26	247	428	191	73.3	
23. Libéria	314	372	58	18.5	58	372	795	423	113.7	
24. Madagascar	1,437	1,636	199	13.9	199	1,636	2,978	1,342	82.0	
25. Malawi	985	1,161	176	17.9	176	1,161	2,386	1,225	105.5	
26. Mali	1,136	1,313	177	15.6	177	1,313	2,411	1,098	83.6	
27. Maroc	3,316	4,219	894	27.0	894	4,219	7,577	3,367	80.9	

	Pays	Augmentation en			Augmentation totale				
		1978	1980	Total	1980	1982	Total		
28.	Tunisie	279	419	40	14.3	419	579	269	79.0
29.	Maurice	105	224	25	17.1	224	252	3	7.6
30.	Mozambique	1 444	1 317	277	14.7	1 317	7 557	1 436	95.3
31.	Namibie	161	128	26	16.0	128	557	150	39.5
32.	Niger	860	1 026	157	12.1	1 026	1 550	206	69.1
33.	Nicaragua	13 120	14 521	2 472	12.1	14 521	25 725	15 212	194.8
34.	Ouganda	2 100	2 476	356	14.3	2 476	4 005	2 437	97.2
35.	Republique Centrafricaine	740	416	67	10.2	416	742	726	79.6
36.	Republique du Congo	1 403	1 517	154	11.0	1 517	2 704	1 147	75.7
37.	Republique de Côte d'Ivoire	2 700	7 706	502	12.2	7 706	6 710	5 404	125.0
38.	Rwanda	700	804	123	15.2	804	1 003	802	88.6
39.	Sao Tome et Principe	370	1 067	177	14.7	1 067	1 002	936	78.4
40.	Sénégal	570	640	70	15.0	640	1 104	545	34.0
41.	Sierra Leone	931	921	250	42.0	921	1 473	642	77.2
42.	Somalie	00	105	15	16.7	105	200	95	30.5
43.	Swaziland	746	336	00	12.1	336	1 322	405	52.1
44.	Tchad	471	400	60	15.3	400	652	453	37.8
45.	Togo	1 113	1 356	270	21.2	1 356	1 695	522	39.0
46.	Tunisie	4 606	5 355	655	14.0	5 355	6 327	4 460	83.4
47.	Zaïre	013	1 607	165	12.0	1 607	2 025	1 142	125.4
48.	Zambie	1 100	1 702	210	18.5	1 702	2 027	1 125	100.1

* Les données sont définies ici comme la somme de l'augmentation entre 1978 et 1980.

Source: Demographic Indicators of Countries, Estimates and Projections as assessed in 1983
New York: Nations Unies, 1982, p. 68/175

Tableau 2

Migrations internes dans la région africaine

(Taux de changement annuel (en pourcentage) de la population: 1980-1985
 ((Variable moyenne)

Pays	Total	Pop Urbaine	Pop Rurale
1. Algérie	3.54	5.4	0.3
2. Angola	2.63	5.7	1.7
3. Bénin	3.13	7.6	0.8
4. Botswana	3.18	10.4	-0.8
5. Burundi	2.57	4.3	2.5
6. Cap-Vert	1.57	2.4	1.5
7. Comores	2.89	6.7	2.3
8. Congo	2.71	3.3	2.0
9. Côte d'Ivoire	3.18	5.7	1.5
10. Djibouti	-	-	-
11. Egypte	2.37	3.4	1.5
12. Ethiopie	2.49	6.4	1.7
13. Gabon	1.52	4.2	-0.1
14. Gambie	2.52	5.2	2.0
15. Ghana	3.27	5.3	2.1
16. Guinée	2.69	5.7	1.9
17. Guinée-Bissau	1.82	4.5	0.2
18. Guinée équatoriale	2.47	4.6	-0.3
19. Haute-Volta	2.68	5.4	2.4
20. Jamahiriya arabe libyenne	3.85	6.5	0.5
21. Kenya	4.10	7.3	3.5
22. Lesotho	2.50	7.4	2.2
23. Libéria	3.60	5.8	2.4
24. Madagascar	2.76	5.5	2.1
25. Malawi	3.36	10.4	1.4
26. Mali	2.83	5.7	2.1
27. Maroc	3.24	4.3	2.1

Pays	Total	Pon Urbaine	Pon Rurale
28. Mauritanie	2.91	8.7	-1.2
29. Maurice	1.63	3.3	-0.4
30. Mozambique	2.75	6.7	2.3
31. Namibie	2.97	5.2	0.9
32. Niger	3.04	6.8	2.4
33. Nigéria	3.36	5.8	2.7
34. Ouganda	3.18	6.8	2.6
35. République centrafricaine	2.45	4.7	0.8
36. République-Unie du Cameroun	2.47	6.2	0.2
37. République-Unie de Tanzanie	3.21	7.8	2.5
38. Rwanda	3.21	6.5	3.0
39. Sao Tome-et-Principe	-	-	-
40. Sénégal	2.68	4.0	2.2
41. Seychelles	-	-	-
42. Sierra Leone	2.80	5.6	1.8
43. Somalie	3.73	6.2	2.6
44. Soudan	2.88	6.3	1.6
45. Swaziland	3.00	5.3	2.8
46. Tchad	2.12	6.0	1.2
47. Togo	3.07	6.0	2.4
48. Tunisie	2.32	3.0	0.7
49. Zaïre	2.86	5.1	1.3
50. Zambie	3.35	5.4	2.0
51. Zimbabwe	3.48	6.3	2.6

Source: "Demographic Indicators of Countries: Estimates of projections as assessed in 1980", New York, Nations Unies, 1982, vol 68/174. Chiffres calculés d'après les Tableaux d'indicateurs démographiques des différents pays africains.

Tableau 3

Indicateurs sélectionnés sur l'enseignement dans la région africaine

Pays	Nombre d'inscrits dans les écoles primaires en 1970 (pourcentage dans le groupe d'âge Total Garçons Filles)			Nombre d'inscrits dans les écoles secondaires en 1970 (pourcentage dans le groupe d'âge)	Nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur en 1970 (pourcentage dans le groupe d'âge)	Taux d'alphabétisation des adultes en 1977 (pourcentage)
1. Algérie	98	113	83	31	4	35
2. Angola	..	..	..	..	..	..
3. Bénin	60	70	42	12	1	25
4. Botswana	..	..	..	..	..	..
5. Burundi	23	28	13	2	1	23
6. Cap-Vert	..	..	..	..	..	..
7. Comores	..	..	..	..	..	..
8. Congo	156	163	148	50	4	..
9. Côte d'Ivoire	74	91	59	15	2	41
10. Djibouti	..	..	..	..	..	..
11. Egypte	75	98	61	48	15	44
12. Éthiopie	36	48	24	..	(.)	15
13. Gabon	..	..	..	..	..	..
14. Gambie	..	..	..	..	..	..
15. Ghana	71	30	62	36	..	..
16. Guinée	34	45	24	15	5	20
17. Guinée-Bissau	..	..	..	..	..	..
18. Guinée équatoriale	..	..	..	..	..	..
19. Haute-Volta	21	25	15	3	(.)	5
20. Jamahiriya arabe libyenne	123	123	110	47	6	..
21. Kenya	30	105	94	19	1	50
22. Lesotho	134	34	123	17	2	52
23. Libéria	67	93	51	22	..	25
24. Madagascar	100	100	87	12	3	50
25. Malawi	55	70	42	4	(.)	25
26. Mali	22	36	20	..	1	..
27. Maroc	75	83	56	22	4	23
28. Mauritanie	28	30	20	..	(.)	17
29. Maurice	..	..	..	..	..	..
30. Mozambique	107	125	90	9	(.)	28
31. Namibie	..	..	..	..	..	..
32. Niger	23	20	17	4	(.)	5
33. Nigéria	70	..	..	10	1	30
34. Ouzbékistan	50	53	42	5	1	40

Pays	Nombre d'inscrits dans les écoles primaires en 1972 (pourcentage dans le groupe d'âge)			Nombre d'inscrits dans les écoles secondaires en 1972 (pourcentage dans le groupe d'âge)		Nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur en 1972 (pourcentage dans le groupe d'âge)	Taux d'alphabétisation des adultes en 1977 (pourcentage)
	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons		
35. République Centrafricaine	77	100	54	10	1	30	
36. République Unie du Cameroun	103	113	63	17	1	...	
37. République Unie de Tanzanie	104	115	64	4	(.)	66	
38. Rwanda	70	74	67	2	(.)	50	
39. Sao Tome-et-Principe	-	-	-	-	-	-	
40. Sénégal	42	51	34	10	2	10	
41. Seychelles	-	-	-	-	-	-	
42. Sierra Leone	37	45	33	12	1	..	
43. Somalie	50	64	36	7	1	60	
44. Soudan	51	60	43	14	2	20	
45. Swaziland	-	-	-	-	-	-	
46. Tchad	35	51	10	5	(.)	15	
47. Togo	110	136	85	32	2	16	
48. Tunisie	102	130	85	25	5	62	
49. Zaïre	90	103	77	10	1	52	
50. Zambie	65	101	60	17	2	44	
51. Zimbabwe	104	110	80	15	..	74	

Symboles:

.. Données non disponibles

(.) Moins de la moitié d'une unité

- Pays non compris dans le rapport

Source: Chiffres calculés d'après le World Development Report 1982.
Banque mondiale, Oxford University Press, pages 154/155

Tableau 4

Taux de scolarisation par âge et par sexe dans le monde et dans les principales régions, 1960, 1970 et 1980.

		Groupe D'Age					
		12 - 17			18 - 23		
	Année	Garçons et Filles	Garçons et Filles		Garçons et Filles	Garçons et Filles	
			Garçons	Filles		Garçons	Filles
Monde <u>a/</u>	1960	38.8	43.3	34.1	8.0	19.2	5.8
	1970	47.2	52.0	42.2	14.0	16.8	11.0
	1980	51.2	55.3	46.0	17.0	20.4	15.4
Régions développées	1960	70.8	71.4	70.2	15.1	13.0	12.3
	1970	79.6	79.3	79.8	26.0	29.3	22.5
	1980	88.5	82.0	85.1	33.0	34.3	31.7
Région en développement <u>a/</u>	1960	21.4	28.0	14.7	3.7	5.5	1.9
	1970	31.3	38.6	23.9	7.0	9.6	4.3
	1980	39.3	45.4	33.0	11.1	14.1	7.9
Afrique	1960	16.1	22.4	9.9	1.9	3.1	0.8
	1970	25.6	33.1	18.1	4.2	6.3	2.1
	1980	36.9	43.9	30.0	8.1	11.4	4.9
Amérique Latine	1960	36.5	39.2	33.8	5.8	7.2	4.4
	1970	50.0	52.4	47.7	11.5	13.5	9.5
	1980	63.6	64.6	62.6	22.3	24.1	20.4
Amérique du Nord	1960	92.1	92.7	91.5	29.3	34.3	24.3
	1970	94.8	95.1	94.5	45.7	50.5	40.3
	1980	93.1	91.8	94.4	52.1	52.3	51.9
Asie <u>a/</u>	1960	25.1	32.1	18.0	4.3	6.6	1.9
	1970	32.4	40.1	24.3	7.6	10.8	4.3
	1980	37.5	44.1	30.5	10.3	13.8	6.7

		Groupe - D'Age					
		12 - 17			18 - 25		
		Garçons et Filles			Garçons et Filles		
Région et pays	Année	Filles	Garçons	Filles	Filles	Garçons	Filles
Europe ^{b/}	1960	64.1	64.3	63.9	13.1	15.1	11.1
	1970	74.4	73.8	75.0	21.9	24.1	19.6
	1980	80.9	78.3	81.9	27.4	28.4	26.4
Océanie	1960	57.6	59.7	55.4	3.2	11.6	4.6
	1970	67.6	60.9	65.2	11.9	15.4	8.2
	1980	68.8	68.9	68.6	18.6	21.9	17.2

Source: Annuaire statistique 1981, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 1981, Tableau 2.11,

^{a/} Y compris la Chine et la République populaire démocratique de Corée

^{b/} Y compris l'Union des Républiques socialistes soviétiques.